

DOSSIER « LE RETOUR DE LA RUSSIE DE POUTINE »



espritcors@ire

observatoire de la défense et de la sécurité

réalisé par l'association Espritcors@ire
<https://espritcours.fr>

SOMMAIRE

"EUROPE, AFFRONTEMENT ENERGETIQUE ENTRE RUSSIE ET ETATS-UNIS ? " par Neil de Papernest.....	2
"L’AFFAIRE SKRIPAL ET LA RÉÉLECTION DE VLADIMIR POUTINE" par Jean-Pierre Arrignon.....	6
"INCIDENT EN MER D’AZOV GUERRE HYBRIDE ENTRE LA RUSSIE ET L’UKRAINE" par Jean-Sylvestre Mongrenier *	8
"DEUX POIDS, DEUX MESURES RUSSIE, ARABIE SAOUDITE : <i>Sergueï Skripal, Jamal Khashoggi</i> " par Richard Labévière.....	14
"LA RUSSIE et le MULTILATÉRALISME HIER ET AUJOURD’HUI" par Jean Pierre Arrignon.....	16
"POUTINE, VINGT ANS APRÈS" par LE CLUB DES VINGT	20
"DÉFENSE, ALLIANCES ET DIPLOMATIE: FACE À LA MENACE RUSSE" par Pierre Versailles.....	26
"LA DIPLOMATIE ALLEMANDE REPREND DES COULEURS MERKEL SE RAPPROCHE DE POUTINE". : Richard Labévière donne la parole à Guillaume Berlat.	31

EUROPE, AFFRONTLEMENT ÉNERGÉTIQUE ENTRE RUSSIE ET ETATS-UNIS ?

Par Neil de Paperne (*)

Les tensions politiques en Europe sur le projet Nord Stream 2 sont palpables. Ce projet visant à relier la Russie à l'Allemagne par un gazoduc soulève de vives contestations au sein même du continent mais également outre-Atlantique. Les États-Unis, via le Président Trump, n'hésitent pas à critiquer ce projet visant à assurer l'apport en gaz de l'Allemagne et de l'UE. Mais qu'en est-il vraiment ? Pourquoi Nord Stream 2 est-il autant décrié par des membres de l'Union Européenne et par les Etats-Unis ?

Nord Stream est un gazoduc reliant directement l'Allemagne à la Russie en passant par la mer Baltique. Il permet notamment à la Russie d'approvisionner en gaz, via le géant gazier russe Gazprom, l'Allemagne directement, sans passer par l'Ukraine. Actuellement on parle de Nord Stream 1 pour désigner le gazoduc existant et effectif depuis 2012, et de Nord Stream 2 pour parler du projet consistant à construire un gazoduc similaire ayant le même tracé pour doubler l'approvisionnement en gaz (prévu pour 2020).

Le gazoduc Nord Stream et le projet Nord Stream 2 ne concernent cependant pas uniquement l'Allemagne, et là réside une partie du problème. Nous aurions tort de considérer ce projet uniquement d'un point de vue économique sans prendre en compte l'aspect politique et géopolitique d'un enjeu aussi majeur qu'est l'approvisionnement en énergie. Ces gazoducs sont des portes d'entrées sur l'Europe et alimentent directement le continent en gaz. Or les tensions grandissantes entre la Russie et l'Europe refroidissent les pays du vieux continent de voir apparaître un nouveau gazoduc russe. Le projet Nord Stream 2 pourra délivrer annuellement 55 milliards de mètres cubes de gaz, ce qui correspond à 11 % de la consommation annuelle de l'UE, l'achèvement de sa construction est prévu pour 2020 et est estimé à 9,5 milliards d'euros.

Quand le projet Nord Stream 2 sera inauguré, 30% du gaz consommé en Europe proviendra de la société Gazprom donc de la Russie.

LES INTERETS ALLEMANDS AVANT LES INTERETS EUROPEENS ?

Le projet est ardemment défendu par l'Allemagne. Aux yeux du gouvernement, ce gazoduc entretiendra une interdépendance et non une simple dépendance, vis-à-vis de la Russie, dans la mesure où la vente de gaz à l'Europe est vitale à l'économie russe. Cultiver cette politique d'échange apparaît comme le meilleur moyen de limiter les tensions avec Moscou. La relation énergétique entre la Russie et l'UE constitue la condition à la stabilité de la relation politique entre la Russie et l'UE.

Le projet est financé à 50% par le russe Gazprom mais également par le français Engie, les allemands Uniper et Wintershall, l'autrichien OMV et l'anglo-néerlandais Shell, à hauteur de 10 % chacun.

Cependant au sein même de l'Union Européenne, le projet se heurte à des résistances. D'un point de vue économique ce projet renforcerait considérablement l'Allemagne, qui concentrerait alors l'arrivée de 30 % des importations européennes de gaz, contre seulement 15 % aujourd'hui via le premier tronçon du Nord Stream. Les autres principaux points d'arrivée du gaz russe sont la Pologne et l'Ukraine. Des États comme la Slovaquie mettent en avant la perte des revenus de transit qu'engendrerait pour eux Nord Stream 2, qui contourne les États baltes et d'Europe de l'Est.

Cependant, la Commission et le Parlement européen ont trouvé un compromis le 4 avril pour revoir la réglementation sur le transport de gaz. L'objectif est de mieux contrôler les gazoducs qui alimentent le marché européen. Ce n'est pas dit officiellement, mais la révision de la directive datée de 2009 vise essentiellement la Russie qui couvre environ un tiers des besoins européens en gaz. Cette part pourrait d'ailleurs grimper dans les prochaines années, avec le déclin des gisements en mer du Nord au Royaume-Uni ou en Norvège. Beaucoup de questions restent malgré tout en suspens, en particulier sur la manière dont Gazprom peut répondre aux demandes européennes de séparer dans Nord Stream 2 ses fonctions de fournisseur de gaz et de gestionnaire du gazoduc.

Il existe également une crainte d'ordre militaire. Les pays riverains de la mer Baltique s'inquiètent d'un possible renforcement des positions de la Russie dans la région. Les inquiétudes se cristallisent notamment autour de l'île de Gotland, récemment remilitarisée, et du port de Kalrskrona, deux zones militaires importantes pour la Suède.

UN AFFRONTMENT ENTRE ETATS-UNIS ET RUSSIE ?

Les États-Unis sont toujours très hostiles à Nord Stream 2. Ils l'étaient déjà sous la présidence Obama et ils le sont encore plus avec Donald Trump à la Maison-Blanche. En visite à Varsovie, le 12 février 2019, le secrétaire d'État américain a ainsi affirmé que les États-Unis allaient tout faire pour stopper Nord Stream 2 qui nuit, selon lui, à la sécurité de l'Europe.

Le porte-parole de l'ambassade américaine à Berlin a indiqué que les entreprises impliquées dans le secteur des gazoducs pour l'exportation d'énergie russe s'exposent à des sanctions américaines. Ce risque de sanctions est prévu par la "Loi sur les sanctions pour lutter contre les adversaires de l'Amérique" (CAATSA), adoptée en 2017 et qui vise l'Iran, la Corée du Nord et la Russie. Des sanctions contre le groupe industriel français Engie sont donc à prévoir.

Pour les Américains, s'opposer au projet est aussi un moyen de vendre leur gaz de schiste. Ils y parviennent déjà en Pologne, qui a construit un impressionnant terminal méthanier pour recevoir par bateau du gaz de Norvège, du Qatar et des États-Unis pour cesser ses approvisionnements de gaz russe en 2022. « Nous livrons déjà du gaz à 10 pays en Europe, dont la France et la Grande-Bretagne, mais pas encore l'Allemagne », affirmait Dan Brouillette, le secrétaire adjoint américain à l'énergie, à Berlin, le 12 février 2019.

Le projet Nord Stream 2 soulève d'importantes questions d'ordres géopolitiques. Quand on connaît l'importance stratégique qu'est l'énergie, la question de l'approvisionnement en gaz de tout un continent est crucial. Mais pourquoi autant de polémique pour ce deuxième gazoduc ? Nord Stream 1 avait en effet suscité nettement moins de contestations et de divisions. C'était cependant avant l'annexion de la Crimée, l'assassinat de l'ex-espion Russe Skripal à Londres, et les ingérences répétées de Moscou dans les élections américaines et du Brexit. En somme, la Russie n'est plus un partenaire aussi fréquentable. Mais elle reste un partenaire obligé, car l'Union Européenne lui achète 30% de ses besoins en gaz.

(*) PAPERNEST

Papernest (ex-Souscritoo) est une startup française fondée en 2015 par Philippe de la Chevasnerie et Benoît Fabre. Spécialisée dans la simplification des démarches administratives liées au déménagement elle offre la souscription et la résiliation des contrats d'énergie, d'internet, d'assurance ou encore la redirection de courrier vers la nouvelle adresse de l'utilisateur.

Pour lire l'article complet : <https://www.fournisseur-energie.com/leurope-theatre-affrontement-russie-etats-unis/>

[Retour au sommaire](#)

L'AFFAIRE SKRIPAL ET LA RÉÉLECTION DE VLADIMIR POUTINE

Par **Jean-Pierre Arrignon**

L'affaire Skripal a occupé les médias et l'Europe, elle concerne la tentative de meurtre, le 4 mars à Salisbury, par un gaz innervant, de l'ex-agent du KGB Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia. Le gouvernement britannique en la personne de Madame Theresa May, sans attendre les conclusions de l'enquête, a accusé la Russie et son Président d'être les commanditaires de cette tentative de meurtre et a immédiatement sollicité les 27 autres Etats européens pour manifester leur solidarité et adopter des mesures de rétorsion à l'encontre de la Russie. Cicéron attribuait au juge Julius Cassius Longinus Ravilla, cette formule *Cui Bono/A* qui profite-t-il ?

Il paraît étonnant que le Président russe ait ordonné l'élimination d'un homme, condamné à 13 ans de prison pour trahison, échangé contre des espions russes aux Etats Unis en 2010, à une semaine de l'élection présidentielle russe et à trois mois de l'ouverture de la coupe du monde de football !

D'autre part, la méthode employée semble révéler un réel amateurisme ; la règle d'or des services secrets est d'éliminer à l'instant les personnes visées, ce qui n'est pas le cas. D'autre part, le gaz innervant utilisé, le Novitchok, n'est pas une spécialité russe exclusive, puisque les Etats Unis l'ont développé depuis 1998 sous le code A 234. Enfin Mme Th. May a refusé de collaborer non seulement avec la Russie mais aussi avec l'OIAC organisme onusien chargé de gérer les armes chimiques, comme l'exige les lois internationales !

A la différence du Président français pour qui « il n'y a pas d'autres explications plausibles », le leader travailliste, S. Corbyn, a refusé d'attribuer à Moscou l'empoisonnement de Salisbury et a pointé surtout l'activité de blanchiment des oligarques russes à la City.

L'empressement de Mme Th. May à accuser la Russie peut aussi se lire à l'aune de la difficile négociation du Brexit. Elle a saisi l'opportunité de rassembler l'opinion publique anglaise à ses côtés dans une accusation antirusse qui fait toujours recette et d'apparaître aux yeux des Etats européens comme le fer de lance de l'opposition à la « menace russe »,

Page 6 sur 49

Dossier « LE RETOUR de la RUSSIE de POUTINE » réalisé par l'association

Esprits@ire

Avril 2019

s'attirant le soutien de la Lituanie, de la Pologne, de la France notamment et des Etats-Unis, chef de l'OTAN !

Cette tentative d'assassinat n'est pas aussi évidente que semble l'affirmer Mme Th. May ; il eut été sage d'attendre les conclusions de l'enquête avant de jeter le haro sur la Russie !

Le 18 mars 2018, Vladimir **Poutine a été réélu à la tête de la Fédération de Russie** avec 76,69% des voix sur un taux record de participation de 67,98%. Son gouvernement ne sera formé qu'après son investiture début mai 2018. Quant à son programme, il sera centré sur la croissance de l'économie russe, le développement du système de santé, de l'éducation, de l'industrie, des infrastructures et de la sécurité et de la défense. Ainsi la politique intérieure sera le principal objet de la sollicitude présidentielle. La politique extérieure passera au second plan tant vis-à-vis de l'Europe que des Etats Unis. Retenons les propos d'Evguénij Primakov « Nos n'avons jamais cherché de confrontation avec l'Union européenne ; nous cherchons à voir en l'UE un partenaire possible et clair avec qui nous pouvons avoir des relations et commercer. » Espérons que la France pourra poursuivre ses bonnes relations commerciales avec la Russie puisqu'elle est devenue le premier investisseur étranger en Russie avec 13, 9 milliards de dollars investis pour le 1^{er} trimestre 2017 !

Toutefois, l'expulsion de diplomates russes de 14 pays européens dont la France et l'Allemagne, en représailles de l'affaire Skripal, place l'Europe dans la dépendance politique et économique de la mouvance anglo-saxonne otanienne, repoussant la Russie de plus en plus vers l'est, vers l'organisation de Shangäi.

Il est certain que les 14 pays de l'Union européenne ne seront pas considérés des partenaires possibles et clairs », à la différence des 10 qui ont su résister aux pressions anglo-américaines ! Ces réponses concertées et coordonnées seront suivies de représailles.

Faisons attention à ne pas tomber dans la logique de Clausewitz : La guerre est une action violence dont l'objectif est de contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté »

[Retour au sommaire](#)

INCIDENT EN MER D'AZOV

GUERRE HYBRIDE ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAINE

Par **Jean-Sylvestre Mongrenier** *

*Chercheur à l'institut de géopolitique
(Université Paris VIII)*

Les faits, tels qu'ils sont rapportés par les témoins des événements, sont simplissimes : trois navires ukrainiens et leurs équipages – deux vedettes militaires et un remorqueur – ont été attaqués par la flotte russe. Un premier navire a été volontairement et violemment percuté par un bâtiment de guerre russe (on entend le capitaine ordonner d'écraser ce navire). Les deux autres ont essuyé le feu des Russes. Ensuite, les commandos du FSB se sont emparés des trois bâtiments ukrainiens. D'aucuns jugeront peut-être que la Russie dispose d'un droit de nature sur tout, dans son environnement proche et lointain, mais les faits sont têtus et si on les considère de bonne foi, dans un esprit de vérité, il n'y guère de place pour une interrogation honnête sur les responsabilités de cet « incident ».

Cette agression doit être mise en perspective. Commençons par les coordonnées géopolitiques de la question. Le rattachement *manu militari* de la Crimée, en dehors de toute légalité internationale, fait que les deux rives du détroit de Kertch, la péninsule de Kertch d'une part (extrémité orientale de la presqu'île de Crimée) et la péninsule de Tamen d'autre part (Russie), sont désormais sous le contrôle politique et militaire du pouvoir russe. Or, le détroit de Kertch commande le passage entre la mer Noire et la mer d'Azov. La superficie de la mer d'Azov n'est pas négligeable : environ 30.000 km², soit une taille équivalente à celle de la Belgique. Malgré le conflit armé ouvert en mars 2014 entre la Russie et l'Ukraine, et la sécession d'une partie du Donbass passé sous le contrôle de Moscou, la façade septentrionale de la mer d'Azov est toujours sous la souveraineté légale et effective de l'Ukraine. Elle compte deux ports économiquement actifs, aux eaux relativement profondes (9 mètres) : Berdiansk et, plus encore, Marioupol (à une vingtaine de kilomètres de la ligne de front du Donbass). Ces deux ports assurent le cinquième des exportations ukrainiennes. Depuis 2014, Moscou contrôlant

les deux rives du détroit de Kertch, la mer d'Azov constitue virtuellement un « lac » russe.

Ces quatre dernières années, Berdiansk et Marioupol ont donc vu leur activité portuaire et économique s'étioler. Si l'on prend l'exemple de Marioupol, ancienne « porte du Donbass », le trafic est passé de quinze millions tonnes de marchandises à moins de six aujourd'hui. Ce port assurait 80% des exportations du Donbass et le chaos dans lequel cette région a sombré, entre état de guerre endémique et désastre économique, a entraîné de graves répercussions sur l'activité de Marioupol. La construction du « pont de Crimée », entre les deux rives du détroit de Kertch, aggrave la situation. Inauguré le 15 mai 2018, ce pont est long de dix-neuf kilomètres et haut de trente-trois mètres : il barre donc ce détroit et, potentiellement, ferme les allées et venues entre mer Noire et mer d'Azov. Présentement, c'est la hauteur de ce pont qui nous intéresse (33 mètres). La plupart des navires ukrainiens qui transportent des céréales sont trop hauts pour passer sous le pont. En revanche, les navires marchands qui sont rattachés aux ports russes de la mer d'Azov (bien moins actifs du fait notamment de la faible profondeur de leurs eaux : 4,6 mètres) n'ont pas les mêmes contraintes. Bref, le pont de Kertch constitue un moyen supplémentaire pour asphyxier Marioupol et Berdiansk).

QUELLES CONSEQUENCES DE CET ACTE DE GUERRE DU 25 NOVEMBRE ?

Au vrai, la guerre a-t-elle seulement cessé entre la Russie et l'Ukraine ? Les accords de Kiev (2015) ne sont pas respectés, les 400 kilomètres de frontière entre les deux pays sont toujours ouverts aux allers-retours d'hommes, d'armes et d'équipements entre la partie du Donbass passée sous le contrôle de Moscou et de ses affidés d'une part, la Russie de l'autre. Il ne se passe pas un jour ou presque sans que le cessez-le-feu ne soit violé. Sans même parler de l'acte de brigandage international commis en Crimée, le Donbass demeure une plaie ouverte. L'inscription dans la durée de cette situation et la formation d'un « quasi-Etat » militaro-mafieux contribue à faire accepter l'idée d'un démembrement territorial de l'Ukraine. Au-delà de cet objectif, Vladimir Poutine dispose d'un levier de pouvoir destiné à déstabiliser la situation intérieure de l'Ukraine et à entraver le rapprochement entre les

instances euro-atlantiques et ce pays . Enfin, l'utilisation de ce territoire, comme base d'une future offensive, ne doit pas être exclue (cf. infra).

Dans l'immédiat, il faut bien constater que le présent « incident » ne constitue pas un coup de tonnerre dans un ciel d'été. Dès l'inauguration du pont de Kertch, diverses analyses ont souligné l'aggravation de la situation dans le détroit de Kertch, le potentiel conflictuel qu'elle recèle et les répercussions en mer d'Azov. La sécurité du pont de Kertch, bâti en l'absence de toute base juridique puisque le rattachement de la Crimée est illégal, sert de prétexte à de longues et systématiques vérifications des bâtiments ukrainiens (trois jours et plus, à l'aller comme au retour), leur faisant perdre des sommes considérables (une fourchette de 10.000 à 15.000 dollars par jour d'arrêt). Dans l'intention et dans les faits, la manœuvre vise à asphyxier les ports ukrainiens de la mer d'Azov ainsi que la partie sud-est de l'Ukraine continentale, située entre le Donbass et la presqu'île de Crimée. Dans le même mouvement, Moscou resserre son emprise sur la mer d'Azov, au mépris du droit international et de l'accord russo-ukrainien de 2003 qui avait établi un contrôle en commun de ces eaux.

Cependant, il faut voir plus loin que le seul resserrement de l'emprise russe sur la mer d'Azov. Le renforcement de la présence navale militaire russe dans cette arrière-cour de la mer Noire, avec le transfert depuis la Caspienne de deux bâtiments armés de missiles *Kalibr* – des missiles de croisière dont la portée contrevient au traité sur les Forces nucléaires intermédiaires de 1987 (violé par Moscou) –, donne des moyens supplémentaires en vue d'une éventuelle offensive sur Marioupol et la partie sud-est de l'Ukraine continentale. L'idée pourrait être d'établir un « pont terrestre » entre le Donbass et la Crimée, un impératif géostratégique qui traduirait sur le terrain l'objectif politico-idéologique d'une « Nouvelle Russie », sur les terres situées au nord de la mer Noire, aux dépens d'une Ukraine démembrée. N'oublions pas le discours prononcé par Poutine après le rattachement de la Crimée, les thèmes de la « Nouvelle Russie » et du « Monde russe », lourds de menaces pour les pays voisins (28 mars 2014). Dans les mois qui ont suivi, la manœuvre russe s'est heurtée à la résistance militaire ukrainienne dans le Donbass ainsi qu'au front diplomatique constitué par les Occidentaux. Pourtant, ne pensons pas qu'il s'agissait d'un simple emballement idéologique, sans lendemains.

QUELLE REACTION OCCIDENTALE A CETTE SITUATION ?

Bien des Occidentaux ont une vision excessivement matérielle et technique de la stratégie : ils insistent à l'envi sur le manque de moyens de la Russie : il existe une « grande stratégie » russe, à la fois portée et englobée par une vision du monde. Les deux questions clefs d'une grande stratégie sont : Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ? Ensuite viennent les voies et moyens. Une forte croyance en la valeur de sa cause ainsi que l'audace tactique peuvent en partie compenser les lacunes au niveau de la stratégie des moyens. Et les dirigeants russes sont bel et bien persuadés de l'infériorité morale et guerrière des Occidentaux, plus particulièrement de celle des Européens

Mais depuis 2014 les Occidentaux ne sont pas inactifs. Ainsi les mesures de réassurance dispensées aux Etats baltes ainsi qu'à la Pologne, la décision de doter la Force de réaction rapide (FRR) de l'OTAN d'un « fer de lance », le redéploiement d'une brigade blindée américaine en Europe et l'organisation d'exercices dans les zones et pays sous la menace d'une guerre hybride. Par la suite, l'implantation d'infrastructures légères de l'OTAN en Europe centrale et orientale (huit états-majors) ainsi que la rotation de quatre « *battle groups* » (environ 4 000 hommes) ont été négociés au sein de l'OTAN. Confirmé lors du sommet de Varsovie (8-9 juillet 2016), l'ensemble de ces mesures de réassurance vise donc à renforcer la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN sur l'axe Baltique-mer Noire. Ces mesures sont mises en œuvre et elles s'accompagnent de manœuvres qui ont notamment pour objet l'envoi de troupes alliées dans les Etats baltes, particulièrement exposés à un coup de main des forces russes. Tout récemment, l'organisation d'un grand exercice militaire en Norvège, avec la participation des forces armées suédoises et finlandaise (hors OTAN), donne l'idée du niveau de résolution et de préparation.

L'idée directrice, du côté occidental, est qu'il faut tout à la fois dissuader la Russie de tout aventurisme militaire et maintenir la possibilité de négocier une sortie de cette situation (une sorte de nouveau rapport Harmel : « Dissuasion et dialogue »). Aussi l'accord de partenariat entre l'OTAN et la Russie, en date de 1997, est-il toujours considéré comme valide, le Conseil OTAN-Russie se réunissant à nouveau (tous les huit mois et non plus tous les six mois). De ce fait, il n'est toujours pas prévu d'implanter des infrastructures lourdes en Pologne et dans les Etats baltes. La proposition

polonaise d'ouvrir une base aux Américains (« Fort Trump ») demeure en suspens. Si le bon sens et les impératifs de la stratégie requièrent le maintien d'un ou plusieurs canaux de communication avec Moscou, il reste que nous sommes bien engagés dans une nouvelle guerre froide. La perpétuation de cette situation, *a fortiori* son aggravation, mettrait en question le bien-fondé de l'accord de partenariat OTAN-Russie, et les limites que s'imposent les Alliés quant à l'implantation d'infrastructures en Europe centrale et orientale. En conclusion, l'OTAN et ses Etats membres ne sauraient négliger le flanc sud-est de l'Europe et le bassin de la mer Noire. Il s'agit là d'un autre champ de confrontation que l'espace Baltique, où un conflit régional pourrait éclater et prendre de l'ampleur. En l'état des choses, les mesures adoptées, avec un déploiement réduit de moyens en Roumanie, ne sont pas à la hauteur des enjeux. Il importe par exemple d'envisager des scénarios de guerre hybride, aux dépens du port ukrainien d'Odessa : en 2014, les Russes ont pris le contrôle de quatre plateformes gazières ukrainiennes dont la sécurité pourrait être le prétexte à des mesures asphyxiant le littoral ukrainien de la mer Noire, soit 80% des exportations de ce pays. La militarisation à outrance de la Crimée ouvre aussi de plus grandes possibilités d'intervention en Moldavie ou en Géorgie.

A plus long terme, Moscou entend utiliser la Crimée afin de déployer une stratégie de déni d'accès (stratégie dite « A2/AD » pour *Anti-Access/Area Denial*), sorte de « bulle » stratégique visant à faire du bassin pontique une mer russe, fermée aux autres puissances (la mer Noire a une superficie de 420 000 km² : ce n'est pas un lac intérieur). Ces dynamiques stratégiques posent la question de la Turquie et de son attitude. Membre de l'OTAN, engagée en parallèle dans le processus d'Astana (Moscou-Téhéran-Ankara), sur le théâtre syrien, la Turquie est concernée au premier chef par la situation en mer Noire. Une inversion de la balance des forces aurait des répercussions sur sa sécurité, sans parler de la sensibilité d'une partie de l'opinion à la question des Tatars de Crimée et du fait que ses navires fréquentent assidument les ports ukrainiens, y compris en mer d'Azov •

Extrait de :

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3559792/incident-en-mer-d-azov-la-russie-poursuit-sa-guerre-hybride-contre-l-ukraine-jean-sylvestre-mongrenier>

***Jean Sylvestre Mongrenier** est chercheur à l'Institut français de géopolitique (Université de Paris VIII) et chercheur associé à l'Institut Thomas More.

Il est notamment l'auteur de [*La Russie menace-t-elle l'Occident ?*](#) (éditions Choiseul, 2009).

[*Retour au sommaire*](#)

DEUX POIDS, DEUX MESURES **RUSSIE, ARABIE SAOUDITE :** *Sergueï Skripal, Jamal Khashoggi*

Par **Richard Labévière**,
Rédacteur en chef

On se souvient que l'ex-agent double russe Sergueï Skripal a fini par sortir de l'hôpital de Salisbury (sud-ouest de l'Angleterre) où il était soigné après avoir été empoisonné par un agent innervant. Sa fille Ioulia, empoisonnée en même temps que lui, était déjà sortie le 11 avril dernier. Vladimir Poutine avait souhaité un prompt rétablissement à Sergueï Skripal, tandis que les Etats-Unis et l'UE décidaient d'expulser par dizaines des diplomates russes, en réaction à l'empoisonnement, l'OTAN suivant le mouvement. En effet, le 27 mars 2018, l'OTAN décidait de retirer leurs accréditations à sept membres de la mission russe et de rejeter trois demandes d'accréditation supplémentaires. L'Alliance atlantique a également réduit la taille de la mission russe, ajoutait Jens Stoltenberg. Elle ne pourra plus accueillir que 20 personnes, contre 30 auparavant. « Cela adresse un message très clair à la Russie, à savoir qu'il y a des coûts », déclarait encore le secrétaire général de l'OTAN : « notre décision reflète les graves préoccupations exprimées par les alliés pour leur sécurité », ajoutait Jens Stoltenberg, selon qui « c'est la première fois qu'un agent neurotoxique est utilisé sur le territoire d'un pays membre de l'alliance ». Hormis l'OTAN, 144 diplomates russes devraient être expulsés de 26 pays. Les Etats-Unis ont déclaré non grata 60 personnes ; le Royaume-Uni, 23 ; l'Ukraine, 13 ; la France, le Canada, l'Allemagne et la Pologne, 4 ; la République tchèque, la Moldavie et la Lituanie ont annoncé en expulser 3 ; l'Australie, l'Italie, l'Espagne, le Danemark, les Pays-Bas et l'Albanie, 2 ; La Belgique, l'Estonie, la Lettonie, la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Irlande, la Roumanie, la Croatie, la Macédoine et la Hongrie un chacun.

L'Arabie saoudite, qui vient d'estourbir l'un de ses opposants connus, n'a pas eu droit au même traitement. Les preuves de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi dans les locaux du consulat de la monarchie wahhabite à Istanbul, s'accumulent.

Que s'est-il passé ? Selon les informations recueillies auprès de différents services européens de renseignement, le journaliste a, bien effectué une

démarche de routine auprès du consulat saoudien pour le renouvellement de pièces administratives. On lui a fixé un rendez-vous dix jours plus tard, le temps de déplacer une quinzaine de barbouzes de la GID (services saoudiens) arrivées à Istanbul par deux vols différents. De retour au guichet, Jamal Khashoggi s'est vu ceinturé, manu militari et drogué avant de mourir d'une overdose. Selon des sources allemandes, le corps aurait ensuite été découpé et réparti dans une cinquantaine de boîtes à chaussure, exfiltrées du consulat dans une camionnette pour l'aéroport, puis embarquées à bord d'un avion à destination de Riyad. Après avoir nettoyé les locaux de leur consulat, les autorités saoudiennes ont invité les pandores turcs pour l'apéritif... Ce qui est navrant dans cette affaire, c'est que ni la presse, ni les droits-de-l'homme – habituellement si prompts à réagir lorsqu'il est question de la Russie ou de la Syrie – n'ont moufté ! Encore aurait-il fallu rappeler le passé de Khashoggi – jihadiste à la très longue barbe – engagé dans les factions afghanes les plus radicales durant les années 1980... Mais ce n'est pas le point principal et il n'exonère pas Riyad.

Toujours est-il que, dans un premier temps, Donald Trump s'est d'abord gratté les cheveux en disant qu'on ne savait pas vraiment ce qui s'était passé, finissant par prédire « un châtement sévère... » La Maison blanche envisage-t-elle de destituer Mohammad Ben Salman ?

De son côté, la presse parisienne observe la même indulgence envers la monarchie wahhabite qu'on ne saurait trop critiquer ouvertement afin de ne pas mécontenter l'Élysée qui a, aussi observé une discrétion gênée, même si le Président de la République a fini par faire état d'« éléments extrêmement inquiétants » ? et si son ministre de l'économie, Monsieur Bruno Le Maire a décidé de ne pas aller à Ryad au « Davos du Désert »... après que de nombreux ministres occidentaux aient décidé de ne pas s'y rendre.

Au final, il ne se passera rien.

Plus que jamais, la monarchie wahhabite reste une « dictature protégée ».

Là encore, la règle du deux poids/deux mesures s'impose

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/>

Nota : pour un éclairage complémentaire et pertinent vous pouvez consulter l'article du professeur émérite de droit public Jean-Paul Pancraccio.

<http://observatoire-de-la-diplomatie.com/du-sang-au-consulat/>

[Retour au sommaire](#)

LA RUSSIE et le MULTILATÉRALISME

HIER ET AUJOURD'HUI

Par Jean Pierre Arrignon,
Historien spécialiste de la Russie

Le multilatéralisme se définit comme un mode d'organisation des relations interétatiques. Le concept prend sa source dans le Siècle des Lumières, il postule que les rapports interétatiques peuvent être régis par la rationalité. Le mot est en vérité un terme polysémique : – dans une perspective positive, il s'agit d'instaurer une régulation dans les relations entre États, – dans une perspective normative, il s'agit de considérer le multilatéralisme comme un projet politique visant à encourager les États à coopérer.

Le multilatéralisme est présenté aujourd'hui comme une méthode privilégiée pour la conduite des affaires internationales.

La Russie entre dans le multilatéralisme surtout au XVIIIe s. ; il connaît un véritable essor au XXe s. et une transformation au XXIe s. Nous présenterons successivement ces différentes étapes.

L'Empire russe connaît au XVIIIe et XIXe s. une importante augmentation de son territoire tant en direction du sud avec la conquête des États caucasiens que vers l'ouest avec les partages de la Pologne. C'est alors que l'empire entre dans les systèmes d'alliance des États européens. Ainsi, en 1756, éclate la Guerre de 7 ans (1756-1763) qui oppose l'Autriche et la France à l'Angleterre et la Prusse ; la Russie d' Elisabeth Petrovna (1741-1761) se place du côté de la France, mais elle se retire de l'alliance en 1761 sur ordre de l'éphémère empereur, pro-germanique, Pierre III (1761-1762). La Russie traditionnellement alliée de l'Angleterre craint la formation de la Prusse. Elle abandonne sa politique traditionnellement favorable à l'Angleterre pour rallier le camp austro-français. C'est la première grande entrée de la Russie dans la politique européenne au côté de la France.

Face à la Révolution française, la Russie s'inquiète. La Russie entre dans les alliances anglo-austro-prussiennes contre la France, alliance qui échoue à Austerlitz. Toutefois, malgré le traité de Tilsit (7 juillet 1807), qui fait entrer la Russie dans le blocus continental, Napoléon 1er attaque la Russie en 1812 ; il échoue à détruire l'armée russe lors de la bataille de Borodino la

Moskova (7 septembre 1812). Commence alors la retraite de Russie qui s'achève par l'entrée des Russes à Paris et le Congrès de Vienne (18 septembre 1814 – 9 juin 1815) qui redessine les frontières européennes et fait de la Russie la garante de l'ordre européen en présidant la Sainte alliance créée le 26 septembre 1815. Dès lors, la Russie porte le multilatéralisme normatif pour le maintien du *statu quo*.

Tout au long du XIXe siècle, la progression de la Russie vers les mers chaudes du sud, Caspienne et mer Noire, suscite les craintes de l'Angleterre désireuse de s'assurer le contrôle des détroits et de protéger sa colonie de l'Inde. C'est dans ce contexte que se déroulent les affrontements anglo-russes dans le cadre de ce que l'on appelle le « Grand jeu » par l'intermédiaire de puissances interposées : la Perse et la Turquie.

La situation de la Russie dans le concert européen est sensiblement affectée par les défaites russes dans la guerre de Crimée (1853-1856) et du Japon (1904-1905). Ces deux défaites soulignent l'affaiblissement de la Russie et son incapacité à assumer un multilatéralisme normatif. Les grandes puissances cherchent néanmoins son alliance, mais dans une perspective nouvelle, celle du multilatéralisme positif. Ce fut tout d'abord Bismarck qui parvint à créer « l'alliance des trois empereurs ». Cette alliance implose après la crise franco-allemande de 1895, suite à l'adoption du plan XII de réorganisation de l'armée (1893) après l'alliance franco-russe (1892).

Au XXème siècle, l'accession au pouvoir d'Alexandre III (2 mars 1881-20 octobre 1894), francophile notoire, ouvre une nouvelle perspective dont sortira l'alliance franco-russe (1892-1917), étendue à l'Angleterre en 1907 pour former la « Triple Entente ». Cette alliance fut décisive dans la victoire des alliés, permettant à Gallieni et Joffre de remporter la première bataille de la Marne (5-12 septembre 1914) qui a sauvé Paris. Le second temps fort de l'alliance est la bataille de Verdun (21 février – 19 décembre 1916) sauvée aussi par l'offensive Broussilov (4 juin -20 septembre 1916) à l'Est, laquelle obligea le Haut-Commandement allemand à transférer des corps d'armée vers l'Est pour sauver l'Autriche-Hongrie.

La Révolution russe entraîna la chute de l'Empire, la formation d'une éphémère république et finalement une nouvelle structure, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Lénine en fondant cette Union sort du concept de l'État nation pour affirmer l'Union dans une même structure des peuples autour de l'idée nouvelle de la construction d'un État qui se veut plus juste, plus libre en rassemblant les classes laborieuses de

tous les pays dans un même ensemble d'où le slogan « prolétaires de tous (les) pays unissez-vous/*Proletarii vsekh stran soyedinyaytes* ». Cette devise figurait en 7 langues sur les billets de 250 et de 500 roubles émis en 1919. Cette conception d'une révolution universelle est soutenue par Léon Trotsky, mais elle est rejetée par Staline le 24 décembre 1924. Staline et Boukharine estiment qu'il est possible de réaliser le socialisme sans révolution internationale en développant une économie planifiée et autarcique sur le seul territoire de l'URSS.

La révolution du marxisme-léninisme stalinien pose l'URSS comme modèle à atteindre et espérance sociologique, culturelle et politique, comme l'illustre parfaitement l'exposition universelle de Paris (25 mai-25 novembre 1937) où s'affrontent en vis-à-vis, de part et d'autre de la Tour Eiffel, les pavillons de l'Allemagne nazie et de l'URSS. Leurs affrontements divisent profondément les autres pays.

La seconde Guerre mondiale (1939-1945) et la victoire des alliés permettent à l'URSS d'étendre son influence. Dès lors, l'URSS, État continent qui s'étend de l'Europe au Pacifique, accède le 29 août 1949 au rang de deuxième puissance mondiale de par son essai nucléaire réussi à Semipalatinsk : désormais, nous sommes entrés dans un monde bipolaire autour des États-Unis et de l'URSS. Cette bipolarité domine la vie politique du monde de 1947 à 1991. La tentative d'offrir une troisième voie, celle des non-alignés, lors de la conférence de Bandoeng qui rassemble 29 pays africains et asiatiques s'achève par la reconnaissance de trois principes : l'affirmation de la décolonisation et l'émancipation des peuples d'Afrique et d'Asie ; la coexistence pacifique et le développement économique ; la non-ingérence dans les Affaires intérieures des pays.

DESORMAIS LE MULTILATERALISME S'ORGANISE AUTOUR DE TROIS POLES.

Depuis 1991, sous l'ère de B. Eltsine la Russie non seulement n'était plus en mesure de se faire entendre, ni de peser sur les processus internationaux, mais en outre elle était régulièrement humiliée. Pourtant, c'est M.S. Gorbatchev qui en 1989 a lancé le projet d'édifier « une maison commune européenne », projet auquel les États Unis se sont opposés suivis par les européens ! C'est aussi Gorbatchev qui a accepté la demande d'Helmut Kohl de réunification de l'Allemagne, contre l'engagement que l'Otan ne

s'avancerait pas près des frontières de l'URSS ; c'est lui aussi qui a dissous le Pacte de Varsovie espérant générer ainsi une défense européenne dont la Russie ferait partie. Aujourd'hui seul l'Otan subsiste ! Tous ces actes ont été accomplis dans l'espérance que la Russie serait accueillie et accompagnée dans sa reconstruction par l'Europe. Il n'en fut rien. Quand l'Europe crée un « partenariat oriental » le 7 mai 2009, six États de l'ex-URSS y entrent, mais la Russie en est exclue.

C'est dans ce contexte que Vladimir Poutine va réagir. Il a compris plus tôt que les Européens que le monde du XXI^e siècle a changé, qu'il y a un glissement géopolitique vers les pays émergents et surtout vers l'Asie. La Russie engage alors un multilatéralisme actif et réussi en participant à la formation des BRICS et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), enfin la Russie a lancé le 29 mai 2014 l'Union économique eurasiatique en vue d'élaborer une union économique du continent eurasiatique.

Ainsi la Russie tisse avec l'Asie des liens de plus en plus profonds. Il s'agit bien de répondre à la marginalisation de la Russie par l'Europe, comme l'a montré la réduction du G8 à un G7 par l'exclusion de la Russie en 2014 à la suite de l'annexion de la Crimée et de montrer sa capacité à fédérer en dépit des sanctions qui affectent son économie et humilient le peuple russe.

Vladimir Poutine réagit lors du forum de Saint-Pétersbourg (2016), proposant la création d'un grand partenariat eurasiatique dans lequel pourrait entrer les pays membres des BRICS, de l'OCS, de l'UEEA et même l'Union européenne. Le multilatéralisme positif est aujourd'hui la démarche que promeut Vladimir Poutine et qui l'oppose aux États-Unis. Ces derniers affirment leur attachement à l'unilatéralisme. Poutine quant à lui propose une formule du polycentrisme à l'échelle mondiale. Face à ce défi, l'Europe est à l'heure du choix : la Russie est le pont qui relie l'Europe et l'Asie permettant ainsi à l'Europe de jouer un rôle dans le développement asiatique. Sans le pont de la Russie, l'Europe sera condamnée au repli sur elle-même. Pour paraphraser le poème *Fou d'Elsa* (1963) de Louis Aragon, revisité par Jean Ferrat « Si la femme est l'avenir de l'homme, la Russie est bien l'avenir de l'Europe ».

Puissent les Européens s'en rendre enfin compte !

Extrait de GEOPOLITIKA

[Retour au sommaire](#)

POUTINE, VINGT ANS APRÈS

Par **LE CLUB DES VINGT**

Hervé de CHARETTE, Roland DUMAS, (anciens ministres des Affaires Étrangères), Bertrand DUFOURCQ, Francis GUTMANN -Président du Club-, Gabriel ROBIN (Ambassadeurs de France), Général Henri BENTEGEAT, Bertrand BADIE (Professeur des Universités), Denis BAUCHARD, Claude BLANCHEMAISON, Hervé BOURGES, Rony BRAUMAN, Jean-François COLOSIMO, Jean-Claude COUSSERAN, Régis DEBRAY, Anne GAZEAU-SECRET, Jean-Louis GERGORIN, Renaud GIRARD, François NICOULLAUD. Pierre-Jean VANDOORNE (secrétaire général).

– Messieurs Dominique DAVID, Bernard MIYET, Marc PERRIN de BRICHAMBAUT et Jean-Michel SEVERINO ont rejoint le Club des Vingt.

1/ Vingt ans après son accession au pouvoir, POUTINE a rendu leur fierté aux Russes et il a rétabli l'ordre –au prix, il est vrai, d'un durcissement continu du régime. Si la Russie a retrouvé une place importante dans le domaine international, son industrie reste toujours peu compétitive et les infrastructures relativement obsolètes. L'économie russe reste largement dépendante des hydrocarbures. Anticipant de nouvelles sanctions américaines, les investissements étrangers diminuent (la France est le deuxième investisseur en Russie). Le PIB russe, le douzième dans le monde, est au niveau de celui de l'Espagne. Il y a des manifestations de mécontentement dans la population, en particulier à propos des retraites. Au total, POUTINE ne dispose pas d'une marge de manœuvre suffisante pour permettre de nouvelles avancées sociales, ni d'ailleurs pour amplifier son effort de guerre.

2/ C'est surtout en Ukraine et en Syrie qu'une action militaire s'est développée. En Ukraine, les tensions sont demeurées très vives. La solution reste l'application de l'accord de Minsk, mais ni les Ukrainiens, ni les Russes ne font preuve de bonne volonté à cet égard. La formule a été suggérée

Page 20 sur 49

Dossier « LE RETOUR de la RUSSIE de POUTINE » réalisé par l'association

Esprits@ire

Avril 2019

d'une force internationale de l'ONU –ou même de l'OSCE- dans l'ensemble du Donbass, mais les parties ne sont pas d'accord à ce sujet.

En ce qui concerne la Syrie, POUTINE a sauvé le régime de Bachar EL-ASSAD, affirmant ainsi le retour de la Russie en Syrie et au Moyen-Orient, ainsi que son accès aux mers chaudes. Les Russes ont continué de participer aux opérations militaires de Bachar EL-ASSAD à Idlib, dernier réduit homogène sunnite. Américains et Européens ont déclaré n'intervenir qu'en cas du recours aux armes chimiques. Une réunion s'est tenue à Téhéran avec les Russes et les Turcs qui, à défaut de supprimer les divergences, a permis d'engager une concertation forte. Ainsi POUTINE et ERDOGAN ont-ils trouvé ensuite un accord à Sotchi pour que leurs forces militaires mettent conjointement en place d'ici au 15 octobre une zone démilitarisée d'une vingtaine de kilomètres, dans le but de protéger les populations civiles tout en permettant la destruction des combattants islamistes. Plus généralement, la Russie souhaite –comme l'Iran- une Syrie unitaire, alors que la Turquie ne veut pas à ses portes d'une zone kurde. Russes, Turcs et Iraniens tendent à concentrer entre leurs mains l'essentiel de la négociation sur l'avenir de la région.

3/ Sur un plan plus général, les Russes sont relativement dépendants du monde extérieur, y compris dans leur relation avec la Chine. A dire vrai, ils n'ont ni amis, ni d'ailleurs d'alliés véritables. On assiste en particulier chez les Occidentaux à une polarisation, parfois passionnelle, d'ordre idéologique, voire morale. Il y a ceux qui estiment qu'il ne faut pas traiter avec POUTINE parce qu'il serait infréquentable, et ceux qui le présentent comme un dirigeant post soviétique réaliste acquis à l'économie de marché et ouvert aux investissements étrangers. Entre les deux extrêmes, les plus objectifs soulignent les inconvénients qu'il y aurait à isoler davantage la Russie. Ils rappellent que POUTINE vient d'être réélu pour six ans.

4/ Naguère la Chine était à la traîne de la Russie. Aujourd'hui, elle est dix fois plus peuplée et son PIB est le deuxième au monde.

Malgré leurs déséquilibres, les deux pays entretiennent une relation de partenariat concurrentiel. Les échanges commerciaux de la Russie avec la Chine ont augmenté de 20 % en 2017 (ce qui inclut la hausse des prix des

hydrocarbures). Elles ont signé un accord de fourniture de gaz naturel pour trente ans, d'un montant global de quatre cents milliards d'euros ; mais cet accord a été conclu aux conditions de Pékin. Moscou a d'autre part multiplié en Extrême-Orient des projets de développement des infrastructures et envisagé la création de zones franches dans la région pacifique. La Chine pour sa part développe ses implantations et son influence en Asie centrale. La Russie reste le premier fournisseur d'armes de la Chine et les forces chinoises ont récemment participé aux manœuvres géantes récentes de l'armée russe en Sibérie orientale.

De façon générale, la Chine mise délibérément sur la puissance par l'économie, tandis que la Russie en reste à des moyens plus traditionnels comme des accords de défense militaire. Au Conseil de Sécurité, l'un et l'autre défendent le principe de non intervention dans les affaires intérieures d'un Etat.

5/ Les relations entre la Russie et les Etats-Unis sont à la fois ambiguës et antagonistes. Les Américains continuent de voir dans la Russie l'adversaire soviétique de naguère. Mais en même temps, ils ne l'estiment pas comme une véritable grande puissance. Alors que les Russes persistent à vouloir être le premier partenaire stratégique des Etats-Unis, ceux-ci se refusent à les considérer comme tels. Ils sont les plus forts et leur budget militaire est dix fois plus important que le russe. Aussi TRUMP ne semble pas avoir répondu à la demande de POUTINE d'ouvrir une négociation pour définir le régime nucléaire et balistique à mettre en place à partir de l'échéance, en 2022, du Traité de limitation des armes stratégiques. La parité des dissuasions nucléaires n'existe plus vraiment depuis que les Américains sont sortis en 2002 du Traité ABM qui les empêchait de déployer librement des boucliers antimissiles. Les Russes, comme d'ailleurs les Chinois, affirment avoir depuis lors mis au point des missiles capables de percer tout bouclier antimissile.

TRUMP souhaiterait cependant normaliser les relations avec POUTINE. Il l'a invité à Washington pour le début 2019. Il est convaincu de pouvoir obtenir des concessions dans le cadre d'un deal global. Mais John BOLTON, conseiller pour la sécurité, et l'ensemble de l'Administration restent hostiles à la Russie de POUTINE et le Congrès s'est érigé en gardien des sanctions, qu'il se charge d'aggraver très régulièrement. Par ailleurs les velléités du

Président sont paralysées par les suspicions de collusion de son entourage avec les Russes pendant la période électorale.

6/ Les relations entre l'Europe et la Russie sont dans l'impasse. Pourtant elles sont voisines avec des intérêts propres et entre elles une longue histoire partagée.

Trop souvent, la politique de l'Europe apparaît comme l'accompagnatrice de la politique des Etats-Unis –quand bien même elle ne suit plus nécessairement celle-ci depuis la prise coordonnée de sanctions en 2014 à propos du conflit relatif à l'Ukraine.

L'Union européenne est toujours le premier partenaire économique de la Russie, même si la Chine monte rapidement en puissance. Le commerce entre l'Union européenne et la Russie représente dix fois les échanges entre les Etats-Unis et la Russie. Les infrastructures d'approvisionnement en gaz et en pétrole constituent un lien pérenne entre les fournisseurs russes et les consommateurs européens. A cet égard, la polémique qui se fait jour autour du doublement du gazoduc North Stream, entre la côte baltique russe et la côte allemande, est révélatrice des conflits d'intérêts en cause : Donald TRUMP s'est déclaré hostile à la construction de North Stream II, davantage pour vendre du gaz naturel liquéfié américain en Europe que pour défendre la perception de droits de transit par l'Ukraine. Il alimente aussi les critiques formulées par les Danois à l'égard du projet. Il a même menacé de sanctionner les entreprises européennes chargées de sa construction (Engie est partenaire à 10 % du projet).

Sur un plan plus général, en dehors de l'économie, il n'y a que des contacts techniques ou des conversations entre Mme MOGHERINI et M. LAVROV. Or que plaise POUTINE plaise ou pas, il importe de reprendre un véritable dialogue entre l'Union Européenne et la Russie. Celui-ci correspondrait d'ailleurs aux souhaits des dirigeants russes, qui ont toujours cherché à maintenir les contacts et qui n'ont jamais refusé de discuter les points de désaccords.

Dans les circonstances actuelles, seuls les grands Etats-membres, comme la France et l'Allemagne, ont la capacité de sortir de l'impasse les relations avec la Russie, d'une part en faisant progresser leur dialogue bilatéral avec elle, et d'autre part en recherchant la voie d'un consensus à Bruxelles entre les Etats-membres qui veulent aggraver l'isolement de la Russie (Suède, Pologne et Pays Baltes) et ceux qui se disent prêts à voter en décembre

prochain contre la prorogation des sanctions (Italie, Grèce, Chypre, Bulgarie, Hongrie, Slovaquie et surtout l'Autriche, en charge de la présidence tournante au deuxième semestre 2018, où POUTINE s'est rendu à deux reprises ces trois derniers mois).

7/ En ce qui concerne plus spécialement les relations entre la France avec la Russie, il importe d'abord de restaurer la confiance. A cet effet, douze propositions pourraient être envisagées.

1. Poursuivre la politique de petits pas engagée par le Président MACRON.
2. Reprendre le dialogue à tous les niveaux.
3. Structurer le dialogue sur les sujets du Conseil de Sécurité.
4. Proposer au Conseil de Sécurité de compléter Minsk par une force de maintien de la paix dans le Donbass.
5. Proposer à l'OSCE une conférence pour la reconstruction de l'Ukraine.
6. Affirmer que la participation de l'Union européenne à la reconstruction de la Syrie n'est envisageable qu'après la mise en place d'un processus politique inclusif.
7. Inviter la Russie, la Chine et l'Inde au deuxième jour du G7 de Biarritz.
8. Instaurer une exonération de visa Schengen aux détenteurs de passeports biométriques.
9. Encourager les échanges de jeunes.
10. Promouvoir l'attractivité de la France pour les étudiants russes.
11. Renforcer la coopération scientifique.
12. Instaurer une coopération en matière d'armements.

De telles mesures n'auront d'effet durable que si elles s'inscrivent dans une démarche progressive plus large susceptible même d'aboutir au « partenariat stratégique » entre l'Union Européenne et la Russie, dont l'idée

a été mentionnée par le Président MACRON lors de la conférence récente des ambassadeurs.

8/ Des réunions internationales entre la Russie et ses principaux interlocuteurs ont eu lieu ou auront lieu dans les prochains mois. En particulier POUTINE et XI JINPING se sont rencontrés à Vladivostok en marge du Forum économique oriental. POUTINE et TRUMP se trouveront parmi d'autres à Paris pour le 11 novembre.

Avec l'aimable autorisation, du Club des Vingt.

Siège social : 38 rue Clef, 75005 Paris. Adresse e-mail : contact@leclubdes20.fr

[Retour au sommaire](#)

DÉFENSE, ALLIANCES ET DIPLOMATIE: FACE À LA MENACE RUSSE

Par Pierre Versaille
Haut fonctionnaire

Le général Bentegeat a, ici même, très justement formulé la question : « La France a-t-elle encore besoin d'une défense ? » La difficulté pour combattre la tendance d'une partie de l'opinion à répondre « Non ! » tient à ce que :

- la menace d'un conflit en Europe avec un État-puissance est délibérément minimisée, objet de ce premier FOCUS*
- que la réalité de la menace « djihadiste » est réduite à une lutte contre un terrorisme, perçu comme une sorte de nouvel anarchisme, qui aurait trouvé un terreau particulièrement favorable dans certains milieux musulmans des banlieues des grandes villes d'Europe occidentale. Objet du 2^{ème} FOCUS, ci-dessous*

Pour ce qui concerne la menace en Europe d'un État-puissance, nous sommes devant une sorte de déni de réalité. Parce que l'Alliance atlantique a été conçue à une époque où les troupes soviétiques campaient à l'ouest de Berlin, parce qu'après quarante-cinq ans de guerre froide, l'URSS a disparu, parce que les états baltes et tous les pays satellites du Pacte de Varsovie ont rallié l'OTAN, certains veulent croire qu'il n'y a plus de menace à l'est de l'Europe. Une partie de la classe politique française de droite et d'extrême droite, verrait même d'un œil assez favorable un retour vers l'alliance russe. Il y aurait beaucoup à dire, par exemple, sur l'inconséquence, pour assurer le plan de charge du chantier naval STX à Saint-Nazaire, de la construire deux porte-hélicoptères amphibies pour la Russie, qui en avait ressenti le besoin au cours du conflit qui avait abouti à l'annexion d'une province de la Géorgie en 2008.

À l'occasion du scrutin qui a permis à Vladimir Poutine d'obtenir un quatrième bail de six ans au Kremlin, il s'est même trouvé en France des commentateurs pour le présenter comme le porte-parole des Russes qui seraient ulcérés que l'Occident ne se soit pas retenu dans les années 1990, de faire adhérer à l'OTAN d'anciens pays membres de l'URSS (les États baltes), ou membres du Pacte de Varsovie. Peut-être les jeunes Russes qui votaient pour la première fois à cette occasion et qui sont nés alors que

Poutine était déjà au pouvoir, n'ont-ils été que succinctement instruits de l'attaque militaire qui a conduit à l'annexion des pays baltes, en 1940, à la suite du Pacte germano-soviétique de 1939, ni de l'inaction de l'Armée Rouge lors de l'insurrection de Varsovie contre les Allemands en 1944, ni de la répression brutale de toutes les contestations dans les pays d'Europe centrale pendant plus de quarante ans, à Berlin en 1953, à Budapest en 1956, à Prague en 1968, en Pologne en 1970 et pendant les années 1980. Mais les peuples d'Europe centrale n'ont pas été frappés d'amnésie au point de croire à la possibilité d'un avenir radieux auprès d'un pays qui les a tant maltraités depuis 1945, et nos commentateurs du moment eussent été bien inspirés d'y faire une allusion, pour expliquer l'adhésion de ces pays à l'OTAN.

Le recul de la puissance russe dans la dernière décennie du XX^e siècle aussi bien sur le plan des forces militaires que sur celui de la diplomatie a été réel. Au tournant du XXI^e siècle, les dirigeants russes, et au premier rang Vladimir Poutine[1], ont entamé une politique de réaffirmation de cette puissance. Le financement d'un haut niveau de dépenses d'armement (jusqu'à 4% du PIB, soit plus du double du niveau français[2]) a été rendu possible par le cours élevé jusqu'en 2014 du prix du pétrole dont la Russie est un important exportateur. Ce réarmement s'est accompagné d'un déploiement de forces avec la reprise de patrouilles de sous-marins en Atlantique nord, de vols de bombardiers stratégiques jusqu'à la limite des eaux territoriales des pays d'Europe de l'Ouest, mais tout ceci relève plutôt d'une gesticulation qui va de pair avec la protestation contre la libre circulation dans les eaux internationales des mers fermées qui baignent les côtes russes (cf. Nouvelle doctrine navale russe : quid novi ?[3]).

Plus grave, la Russie a mené des opérations agressives, dans la zone qui sépare les frontières de la Fédération de Russie des états membres de l'OTAN, en 2008 en Géorgie, qui se voit amputée de l'Ossétie-du-sud, en 2014 en Ukraine à qui la Russie « reprend » la Crimée, tandis que des séparatistes pro-russes mènent, avec le soutien à peine dissimulé de forces russes, un conflit de basse intensité dans le Donbass. Toutes ces actions sont menées de façon indirecte, par l'intermédiaire de forces irrégulières, ce qui permet de nier la responsabilité de l'État russe, voire lui permet d'intervenir au titre de force d'interposition comme ce fut le cas en Géorgie. Mais parce que ceci se passe toujours hors du champ couvert par l'OTAN, la réaction des pays d'Europe de l'Ouest est faible, et le plus souvent sans

effet, comme on l'a vu pour l'accord de Minsk au sujet des troubles du Donbass.

Mais l'action de la Russie peut être plus directe et plus brutale encore, ainsi lorsqu'elle est intervenue en Syrie. Sous couvert de soutenir le régime officiellement en place contre l'État Islamique, la Russie, en réalité, l'a aidé à venir à bout des organisations qui le contestaient depuis le « Printemps Arabe » de 2011, sans doute avec l'arrière-pensée de conforter sa position à Tartus, au cœur du territoire alaouite qui est le fief de Bachar-el Assad et seule position au monde où la flotte russe dispose actuellement de facilités dans une mer chaude. Mais ce sont les souffrances qui ont été infligées aux populations civiles par les bombardements aériens qui ont caractérisé l'action russe, comme lors des bombardements qui avaient ravagé la Tchétchénie.

Les hommes au pouvoir au Kremlin sont sans doute parfaitement conscients qu'ils n'ont pas, pour l'instant, les moyens d'affronter l'OTAN dont la puissance militaire dépend d'abord des États-Unis, et c'est sans doute pour cela qu'ils se gardent d'une action militaire directe contre un état qui en est membre. Mais, rien n'indique qu'ils ne tenteront jamais rien, dans le cas où les États-Unis devraient, par exemple, faire face à une menace très forte de la Chine dans le Pacifique occidental, laissant les Européens se battre, momentanément en première ligne, pour Gdansk, ou pour Tromsø. C'est pourquoi il est temps que la diplomatie européenne s'engage dans l'approche d'une coopération plus active, en vue d'une défense européenne plus autonome en Europe du nord-est et en Europe du sud, mais toujours dans le cadre de l'Alliance atlantique.

On objectera au nom du principe de réalité, que la mise en place d'une défense européenne relève de l'irénisme, autrement dit qu'il y a trop de difficultés pour qu'on y parvienne jamais, que ce n'est pas par hasard que la Communauté Européenne de Défense n'a pas pu voir le jour, au début des années 1950, qu'il y a en matière de priorités stratégiques trop de divergences entre les pays d'Europe, etc. et qu'en fait, il n'y a pas, chez les Portugais, les Maltais ou les Grecs, d'acceptation de « mourir pour Dantzig » [4]. Mais il faudrait alors admettre, si cela était vrai, que les Européens sont bien mal placés pour demander aux habitants des États-Unis de le faire à leur place, et les Français devraient alors se demander au nom de quoi les troupes d'Afrique et du Pacifique ont été envoyées au combat si loin de chez elles, au cours du siècle dernier.

La vérité est qu'il faut une volonté affirmée, et que le discours politique sache donner aux peuples l'esprit de résistance et la conscience de la nécessité de la défense, afin que ne se renouvelle pas la situation déjà vécue, il y a un peu plus de quatre-vingt ans, quand l'aboulie des démocraties occidentales a laissé le champ libre au bellicisme des puissances de l'Axe.

De surcroît, les pays d'Europe et notamment la France, ont déjà dû subir des attaques médiatiques venant de Russie, utilisant toutes les ressources des nouvelles technologies, de préférence pendant les plus importantes campagnes électorales. La dénonciation du « multiculturalisme politique » et d'un prétendu abandon des valeurs de la religion chrétienne est un classique de la propagande officielle russe, la récente campagne présidentielle en Russie l'a montré, condamnant toute mansuétude à l'égard de l'Islam et en vrac, de l'homosexualité... Tout ceci doit simplement nous conduire à l'affirmation de nos valeurs, alors que nous avons fait preuve d'une grande impréparation face aux attaques similaires par la méthode et quasi inverses sur le fond, que nous avons déjà subies, notamment de la part des djihadistes.

En conclusion, vis-à-vis de la Russie, les choses sont simples, la France doit dire ce qu'elle veut et plus encore ce qu'elle ne veut pas. Dans l'ordre international, il faut affirmer le refus de la constitution de zones d'influence comme dans cet « étranger proche » de la Russie qui est aussi celui de l'Europe, et que la puissance dominante aurait vocation à agrandir à coups d'intimidations stratégiques, dans la nostalgie d'une puissance impériale perdue il y a cent ans.

Il faut aussi combattre l'idée, si complaisamment répandue en Russie et en Chine, que l'Alliance Atlantique n'est quant à elle qu'une de ces zones d'influence, celle des États-Unis. Si elle est incontestablement une communauté de défense de nations, des deux côtés de l'Atlantique, ayant nombre de valeurs et d'intérêts communs, il n'y a pas pour les problèmes extra-européens nécessairement alignement sur les positions américaines, comme ce fut démontré lors de la seconde guerre contre l'Irak en 2003.

Il faut donc aussi savoir réaffirmer notre attachement aux valeurs issues de la Philosophie des Lumières et inscrites dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1791. Elles se concrétisent pour la France dans la devise de la République, Liberté (individuelle, d'opinion, d'expression, de religion, d'entreprendre), Égalité (entre les genres, d'abord, et quelle que soit l'origine ethnique ou sociale) et Fraternité (par la mise en œuvre de politiques

de solidarité). Il n'y a dans ces valeurs aucune intention de prosélytisme d'un pseudo-universalisme camouflant une volonté hégémonique de l'Occident. Il n'y a surtout aucune incompatibilité reconnue de ces valeurs avec quelque civilisation que ce soit, les vies de Gandhi, de Senghor, ou de Mandela, et la gouvernance démocratique à Singapour, à Taiwan, en Corée du Sud, ou au Japon, en administrent tous les jours la preuve.

[1] Vladimir Poutine a été président du gouvernement de 1999 à 2000 et de 2008 à 2012, et président de la Fédération de Russie, par intérim de 1999 à 2000, puis en titre de 2000 à 2008 et depuis 2012.

[2] Mais compte tenu de la différence du montant du PIB, avec près de 70 milliards de dollars de dépenses militaires, en 2015, la Russie ne dépassait la France que de 25%.

[3] <http://www.rusnavyintelligence.com/2017/08/nouvelle-doctrine-navale-russe-quoi-novi.html>

[4] Le discours médiatique a eu une bouffée d'échauffement sur l'attitude à l'égard de la Russie avec l'affaire Skripal, en attendant le prochain facteur d'emballage sur un autre sujet. Mais ce fut aussi un révélateur de la pusillanimité vis-à-vis du gouvernement russe, de la part des gouvernements que l'on vient de citer (et d'une douzaine d'autres).

[*Retour au sommaire*](#)

LA DIPLOMATIE ALLEMANDE REPREND DES COULEURS MERKEL SE RAPPROCHE DE POUTINE.

Richard Labévière donne la parole
à Guillaume Berlat,
chroniqueur avisé de la Géopolitique mondiale.

Quelle est la principale différence entre la diplomatie allemande et la diplomatie française ? La première promet peu mais tient parole alors que la seconde promet beaucoup et renie souvent sa parole, surtout en matière d'engagements financiers. Après une année difficile, la chancelière allemande revient lentement mais sûrement sur la scène diplomatique avec la discrétion qu'on lui connaît. Elle se rend en Espagne pour s'entretenir avec son homologue pour parler crise migratoire. Elle reçoit près de Berlin, au château de Meseberg (elle y avait déjà accueilli Emmanuel Macron pour un énième conseil franco-allemand), Vladimir Poutine pour aborder avec lui une kyrielle de sujets internationaux¹.

Après une longue année de vaches maigres sur la scène internationale, la chance semble à nouveau sourire à Angela Merkel.

ANNÉE NOIRE : L'EFFACEMENT DE LA « GROSSDEUTSCHLAND »

Une fois de plus, on découvre l'extrême imbrication entre les affaires du dedans et celles du dehors que certains, y compris, au sein de l'élite hexagonale pourtant formée à l'école de René Descartes ignorent. Angela Merkel en fait l'amère expérience à cheval sur les années 2017 et 2018. À Trop se croire invincible, on ne l'est pas ou plus.

La Prusse n'est plus ce qu'elle était

Entre la période pré-électorale peu propice aux initiatives diplomatiques, le résultat des élections législatives plus que décevant pour elle (entrée de l'AFD au Bundestag, renforcement de la CSU au détriment de la CDU à la faveur de la crise migratoire, constitution délicate et exceptionnellement longue d'une coalition de gouvernement particulièrement instable, scandales automobiles à répétition...), Angela Merkel voit son autorité contestée pour

la première fois depuis son accession à la chancellerie. C'est que sa politique libérale en faveur des migrants se retourne désormais contre elle, la contraignant à adopter une politique plus rigoureuse sous la pression, entre autres, de son ministre de l'Intérieur, le bavarois, Horst Seehofer. Il la menaçait, il y a peu encore, de toutes ses foudres si elle baissait pavillon à Bruxelles à l'occasion du conseil européen de la fin du mois de juin. Jamais depuis sa prise fonction à la tête du gouvernement allemand en 2005, Angela Merkel n'est apparue aussi instable sur sa base. Elle doit accepter les quolibets des uns et des autres, apprendre à composer avec ses alliés les plus remuants, faire pâle figure sur la scène internationale alors qu'elle avait coutume de la dominer par sa longévité, par sa puissance économique, ses cavaliers seuls en dépit de son attachement à l'Europe.

L'Allemagne s'assoupit aux bords de la Spree

Paralysée sur le plan intérieur, l'inoxydable chancelière allemande voyait sa marge de manœuvre diplomatique réduite à la portion congrue. Comment faire entendre sa voix au dehors alors que l'on est assis sur un siège éjectable au-dedans ? Sur le plan européen, elle reçoit sans coup férir le discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron sur une éventuelle refondation d'une Union moribonde. Elle gobe ses critiques à peine voilées lors de la remise du prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle. Son ministre de l'Intérieur revoit avec satisfaction la résurgence de l'axe (Allemagne, Autriche et Italie) pour donner un tour de vis sur le plan migratoire. Sur le plan bilatéral germano-turc, elle est soumise aux foudres de Recep Tayyip Erdogan et de sa remuante colonie en Allemagne ? Avec Donald Trump, elle encaisse les coups commerciaux, sanctions qui visent en priorité l'industrie automobile allemande. Sur le plan sécuritaire, elle est accusée de vivre sous le parapluie américain sans payer la part qui devrait lui revenir au budget de l'OTAN. Sur le plan de l'est de l'Europe, elle est accusée d'être sous la coupe de Vladimir Poutine. Au bout du compte, Angela Merkel doit composer, se contenter de faire du cabotage en haute mer alors que les tempêtes se multiplient. Au niveau du G7, avec son ami Emmanuel, elle reçoit la giflette diplomatique de l'oncle Donald qui jette aux orties les évangiles du libre-échange et ses liturgies. Où est donc passée l'Allemagne d'antan ?

Mais, en cet été caniculaire 2018, la chancelière allemande semble de nouveau à l'initiative et sa diplomatie semble de retour sur le grand échiquier

mondial. Comme le disait feu le commentateur de football, Thierry Roland, les mouches ont changé d'âne.

ANNÉE BLANCHE : LE GRAND RETOUR DE « MUTTI »

Tel Lazare renaissant de ses cendres, Angela Merkel refait surface alors que les regards, en France, sont braqués sur les faits divers. Comme l'Europe ne fonctionne pas et la relation transatlantique est au plus bas, on en revient aux bonnes recettes qui ont fait leur preuve dans le passé : retour à la diplomatie bilatérale et regard insistant porté à l'est du continent, du côté de la Russie.

Bilatéralisation diplomatique tous azimuts

À quoi cela peut-il servir les intérêts bien compris de la sûre et dominatrice, mais néanmoins pragmatique Allemagne, que de sauter comme un cabri en psalmodiant Europe, Europe ? Désormais, c'est plus que jamais la traduction germanique « *d'America first* » de Donald Trump en un classique « *Deutschland über alles* », l'Allemagne avant tout. La chancelière reprend son bâton de pèlerin et va démarcher ses homologues au lieu d'attendre les bras croisés que les alouettes lui tombent rôties dans sa vaisselle de Meissen. À la mi-juin, elle s'entretient avec le chancelier autrichien le conservateur, Sebastian Kurz.

À la veille du sommet Chine-Union européenne (Pékin, 16-17 juillet 2018), elle accueille à Berlin le premier ministre chinois, Li Keqiang. On met sous le boisseau les quelques sujets qui fâchent (droits de l'homme et réciprocité commerciale) pour mieux s'accorder comme larrons en foire sur ceux qui font plaisir au budget allemand : signature de 22 accords stratégiques avec un pays qui est depuis deux ans son premier partenaire commercial (volume d'échanges de 186,6 milliards d'euros). Au passage, une ode au multilatéralisme et au libre-échange (intérêt commun à « *un commerce international sans friction* » et soutien à l'OMC) en direction de Washington, cela ne peut pas faire de mal et cela ne coûte pas cher au moment où les sanctions américaines pleuvent comme à Gravelotte³.

Plus récemment, la chancelière se rend en Espagne (Andalousie) le 11 août 2018 où l'accueille le nouveau premier ministre socialiste, Pedro Sanchez.

Berlin a passé un accord avec l'Espagne sur la reconduite des migrants dont ce pays est responsable de la demande d'asile. En dehors de l'épineux problème migratoire, on parle réforme de l'Union européenne et avenir de l'OTAN après le dernier sommet de Bruxelles. Mais, il y a mieux après tous ces zakouskis. On passe à du très solide et à du très du sérieux.

Renaissance de « l'Ostpolitik »

C'est qu'Angela Merkel et Vladimir Poutine ont de nombreux dossiers à évoquer au cours de leurs entretiens. Le programme est chargé. N'est-ce pas cela le cœur même de la diplomatie ? Parler, régulièrement et sans ambages, avec tous et surtout avec ses adversaires pour tenter de les comprendre et, pourquoi pas, de tenter de réduire le champ des divergences et d'accroître le domaine des convergences. Tel est le cœur de cette importante rencontre bilatérale au château de Meseberg.

Un petit faux pas diplomatique russe. Faute de pouvoir dialoguer avec ce mufler de Donald Trump qu'elle ne tient pas en haute estime, Angela Merkel met les petits plats dans les grands pour accueillir au château de Meseberg, le 18 août 2018, Vladimir Poutine. Pour la petite histoire, le nouveau tsar de toutes les Russies arrive avec retard à son rendez-vous important. La chancelière Angela Merkel, qui le reçoit dans ce château du Brandebourg, doit patienter une demi-heure pour voir apparaître son homologue russe. Celui-ci avait été retenu dans l'après-midi en Autriche, au mariage de la ministre des affaires étrangères, Karin Kneissl. En son honneur, il y a fait chanter un groupe de cosaques du Don arrivés avec lui, et il s'est fendu d'une danse avec la mariée. « Une visite privée » a déclaré M. Poutine samedi soir pour couper court aux questions des journalistes sur sa présence à ce mariage qui fait scandale en Autriche⁴. Mais de Vienne à Berlin, il n'y a qu'un petit pas à franchir.

Des complices diplomatiques. Après cette légère entorse aux règles de la bienséance et du protocole diplomatique, on passe aussitôt aux choses sérieuses. Il est vrai que, si la chancelière allemande est devenue la principale opposante au président russe au sein de l'Union européenne (du moins dans les mots), la sévère politique de sanctions menée par Washington conduit naturellement à un rapprochement entre Berlin et Moscou sur plusieurs dossiers. Il est de notoriété publique que ces deux dirigeants se côtoient depuis treize ans, se tutoient et parlent chacun la

langue de l'autre. En un mot, malgré leurs divergences, leurs différences, ils se parlent et se comprennent. C'est que les deux comparses ont des intérêts communs comme on s'empresse de le souligner à Berlin.

De nombreuses rencontres. En quatre ans, Angela Merkel et Vladimir Poutine ne s'étaient guère retrouvés que par le hasard du calendrier des grands sommets internationaux. Mais, depuis trois mois, le rythme de leurs échanges diplomatiques s'accélère. L'intensification des rencontres au plus haut niveau témoigne, qu'après quelques années de refroidissement entre les deux pays depuis l'annexion de la Crimée, le contexte géopolitique actuel est, de nouveau, favorable à une normalisation des relations diplomatiques. C'est ce que l'on appelle s'adapter aux circonstances de façon réaliste (le terme *Realpolitik* est d'origine allemande) et ne pas être prisonniers de dogmes et d'idéologies rigides. La chronologie des rencontres parle d'elle-même. Point de diplomatie du bling-bling et du buzz mais de la diplomatie dans tout ce qu'elle a plus classique.

En mai 2018, Angela Merkel rencontre le chef du Kremlin dans la charmante ville de Sotchi, célèbre station balnéaire estivale située au bord de la mer noire. On y procède à un large tour d'horizon de la situation internationale.

En juillet 2018, elle accueille le très brillant chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, à Berlin. Le moins que l'on puisse dire que l'homme est aussi discret qu'il est compétent et habile. Avec son parcours diplomatique très onusien, il a été à très bonne école. De plus, il sert un maître qui a une stratégie claire, ce qui facilite grandement les choses. Le ministre des Affaires étrangères était accompagné du général Guerassimov, chef d'Etat major des armées russes pour évoquer très concrètement la situation en Ukraine et en Syrie.

En invitant cette fois en août 2018, Vladimir Poutine, la chancelière allemande s'engage à avoir des « *discussions approfondies* » (dans la langue allemande, cela signifie des discussions sérieuses et substantielles passant le cap des discussions du café du commerce). « *Elle poursuit une tentative pragmatique de normalisation des relations germano-russes, car la donne internationale a changé* », explique Stefan Meister, directeur du Centre Robert Bosch sur la Russie. Angela Merkel et Vladimir Poutine sont confrontés au même problème : l'imprévisibilité structurelle de la politique étrangère de Washington, surtout de son chef, aussi bien pour ses alliés, comme Berlin, que pour ses rivaux, comme Moscou. En dépit des discours plutôt chaleureux du président Donald Trump vis-à-vis de Vladimir Poutine, les Américains

viennent d'annoncer une nouvelle vague de sanctions envers la Russie, en représailles à l'affaire Skripal, du nom de cet ex-espion russe empoisonné à Londres dans des conditions étranges. La politique américaine représente un danger pour l'économie russe et menace les intérêts allemands. « *Nous voulons nous défendre contre les possibles conséquences extraterritoriales que pourraient entraîner ces nouvelles sanctions* », souligne Jürgen Hardt, porte-parole en politique étrangère de la CDU, le parti de la chancelière.

Cela s'appelle une alliance de revers en jargon militaire et diplomatique. Pratique bien connue du général de Gaulle qui ne souhaitait pas se laisser enfermer dans un tête-à-tête délicat avec Londres et Washington. Ce qui explique le maintien d'un dialogue critique avec Moscou et la reconnaissance de la Chine de Mao dès le début des années 1960. Cela s'appelle également une diplomatie indépendante et souveraine. À méditer par certains de nos membres des cabinets ministériels parisiens et dont certains se prétendent gaullistes ou gaulliens.

Les questions énergétiques. On sait que Donald Trump n'a cessé de stigmatiser, en des termes peu amènes, le projet germano-russe de pipeline connu sous le terme de « Nord Stream 2 ». Il a pour objectif de doubler les capacités de livraison de gaz russe en Europe en passant par la mer Baltique, évitant ainsi un passage par l'Ukraine. Accusant l'Allemagne d'être « *totalelement contrôlée par la Russie* » (pas moins), le président américain envisagerait même de sanctionner les exploitants du gazoduc. Pour donner des gages à son « *allié* » américain et à certains Européens, notamment la Pologne, la chancelière souhaiterait convaincre son homologue russe de maintenir une partie de sa fourniture de gaz via l'Ukraine, malgré ses relations délicates avec le gouvernement de Kiev. « *Il est important pour l'Allemagne que l'Ukraine conserve son rôle dans l'acheminement du gaz* », assure le porte-parole d'Angela Merkel, Steffen Seibert. Une concession qui aiderait à mettre de l'huile dans les rouages diplomatiques germano-américains passablement grippés au cours des derniers mois.

Le dossier nucléaire iranien. La politique de sanctions menée par Washington conduit à un rapprochement germano-russe sur un autre dossier, l'accord sur le nucléaire iranien. On se souvient que Donald Trump s'est retiré de l'accord de Vienne du 14 juillet 2015 alors même que l'AIEA certifiait le respect par Téhéran de ses engagements contractuels. Par ailleurs, le président américain a décidé d'imposer un train de nouvelles sanctions commerciales à l'encontre de Téhéran mais aussi à l'encontre de

toutes entreprises commerçant avec le régime iranien, se fondant sur l'application extraterritoriale de la loi américaine. Or, Berlin et Moscou s'opposent tous les deux aux menaces que Donald Trump laisse planer sur les entreprises qui poursuivent leurs activités en Iran (Total vient de plier bagage). « *Angela Merkel et Vladimir Poutine ont besoin l'un de l'autre, ils ont des intérêts communs à défendre* », précise Stefan Meister. C'est aussi un message adressé aux États-Unis, qui a pour signification subliminale : « *Nous n'accepterons pas votre chantage* ». Les oreilles de Donald Trump ont dû siffler en voyant que sa politique erratique conduisait ses alliés dans les bras de Vladimir Poutine⁵.

Vers la fin de la guerre en Syrie. Rappelons que la pagaille exportée en 2003 par les Américains en Irak depuis leur intervention illégale, ne cesse de se prolonger ! Alors que Monsieur Macron nous annonçait, à la fin de l'année 2018, qu'en février 2018, l'EIL sera définitivement défait militairement, la situation sur le terrain s'avère plus compliquée. En effet, les experts nous annoncent aujourd'hui la résurgence de cette organisation en Irak⁶. Selon des statistiques fournies par l'ONU, 20 000 à 30 000 djihadistes seraient encore actifs. Pour ce qui est de la guerre en Syrie proprement dite, Vladimir Poutine déroule méthodiquement sa stratégie cohérente face à des Occidentaux qui changent de tactique au fil de l'eau.

Sur la Syrie, la chancelière allemande veut, avec la fin de la guerre sur le terrain, à tout prix éviter qu'une catastrophe humanitaire vienne renforcer la crise migratoire (sans parler de quelques contrats juteux pour les entreprises allemandes), tandis que le président russe ne fait pas mystère de la nécessité de recourir à l'aide financière des Européens pour reconstruire le pays. Il met l'accent sur le caractère incontournable d'un rétablissement rapide des infrastructures, afin de permettre un retour des réfugiés dans le pays, en particulier ceux qui se trouvent actuellement en Jordanie, au Liban et en Turquie. Un sujet prioritaire pour Angela Merkel pour d'évidentes raisons de politique intérieure. Reste à trouver un compromis politique acceptable : Angela Merkel souhaite une réforme constitutionnelle et la tenue de nouvelles élections. Pour sa part, Moscou n'entend pas cesser de soutenir son allié Bachar Al-Assad. Ce n'est donc pas une surprise si Vladimir Poutine lance, depuis Berlin un appel aux Européens pour qu'ils sortent le carnet de chèques afin d'assurer la reconstruction de la Syrie pour permettre le retour de millions de réfugiés chez eux (« Il faut renforcer la dimension humanitaire dans le conflit syrien et je veux dire par là avant tout

l'aide humanitaire à la population syrienne, et aider les régions où les réfugiés se trouvant à l'étranger peuvent retourner ») ! À cet effet, il propose une réunion à quatre (Allemagne, France, Russie, Turquie) au niveau des experts au début du mois de septembre 2018 pour faire progresser le dossier. Rappelons, pour fixer les idées, qu'il y a un million de réfugiés syriens en Jordanie, autant au Liban, et plus de trois millions en Turquie. L'Allemagne en a accueilli aussi plusieurs centaines de milliers depuis 2015, au plus fort de la crise migratoire, qui a ébranlé la cohésion de l'Union européenne et affaibli politiquement Angela Merkel. « *C'est potentiellement un énorme poids pour l'Europe* », a mis en garde Vladimir Poutine. « *C'est pourquoi il faut tout faire pour que ces gens rentrent chez eux* », ce qui veut dire concrètement rétablir les services de base comme l'approvisionnement en eau ou les infrastructures médicales. Pour sa part, la chancelière estime que la priorité en Syrie était « *d'éviter une catastrophe humanitaire* ».

Une France à la traîne. Rien de tout cela dans les déclarations des plus hautes autorités françaises qui excellent dans la diplomatie de concepts et de chimères depuis le début de la crise syrienne à la fin de l'année 2010². La diplomatie française – si tant est que leur action brouillonne puisse être qualifiée par ce terme – est celle de la réaction et non de l'anticipation, celle de la parole et non des actes. Faute d'avoir gagné la guerre, elle est en train de perdre la paix. Que fait Monsieur Macron pour revenir sur la scène internationale en septembre ? Il effectue des visites au Danemark et en Finlande. Décidément, la France ne joue plus dans la cour des grands. Tout ceci est parfaitement logique. Le temps de la communication n'est pas celui de la diplomatie. La presse étrangère se fait l'écho de la déception après le temps de l'engouement irrationnel face au nouveau mythe des temps modernes.

De la démonstration de la bonne diplomatie. Excellente leçon de diplomatie que celle que vient d'administrer Angela Merkel à Emmanuel Macron. La chancelière déclare que « Les thèmes controversés ne peuvent se régler que dans le dialogue » lors du point de presse commun avant la rencontre, en insistant sur la « responsabilité commune » des deux pays dans la résolution des crises. Aucune déclaration n'a été faite à l'issue des discussions, preuve que l'on attache de l'importance à la discrétion dans le traitement des affaires sérieuses ! Vladimir Poutine le roué a longuement rappelé la qualité des liens économiques de son pays avec la première puissance économique européenne : la sécurité et la fiabilité des approvisionnements en gaz, les

filiales allemandes en Russie et leurs investissements, avec force chiffres et comparaisons. « L'Allemagne est un des premiers clients des ressources énergétiques russes », a-t-il déclaré, en rappelant que le volume d'échanges entre les deux pays avait augmenté de 22 % l'an dernier. Excellente leçon de diplomatie économique, celle que nous proclamons *urbi et orbi* mais que nous ne maîtrisons pas, preuve en sont les derniers résultats de notre commerce extérieur. La faiblesse d'une économie explique en partie la faiblesse d'une diplomatie surtout si elle n'est pas portée par un cap clair, une stratégie visible, une tactique évidente et des moyens (financiers et humains) au service d'une volonté inébranlable. La diplomatie française actuelle est encore loin du compte. Il est vrai que les hypothèques qui grèvent la politique intérieure ont des incidences dans la sphère extérieure en dépit d'un volontarisme affiché⁸.

La bonne diplomatie, la seule qui soit efficace, est avant tout un exercice de pragmatisme, de constance, de discrétion, d'évaluation permanente de l'évolution de la situation globale et des situations spécifiques à chaque dossier. Nous en avons un exemple avec les évolutions dans la relation bilatérale germano-américaine esquissée dans une tribune publiée dans le très sérieux journal économique Handelsblatt par le ministre des Affaires étrangères, Heiko Mas intitulée « une nouvelle stratégie » à travers la construction d'une « alliance pour le multilatéralisme »⁹. Ainsi, « l'Allemagne théorise sa prise de distance avec les États-Unis »¹⁰. En toute chose, il faut savoir raison garder. « Ce nouveau dialogue marqué par le pragmatisme ne signifie pas qu'un nouveau partenariat stratégique va émerger entre l'Allemagne et la Russie. Mais les deux dirigeants veulent envoyer un message en direction de Washington pour montrer qu'ils n'accepteront aucun chantage de la part de Donald Trump » souligne avec pertinence un expert allemand des questions russes. Toujours lui, Talleyrand nous rappelle « qu'il faut que le diplomate ait de l'avenir dans ses vues ». C'est malheureusement ce qui fait le plus défaut à la France! Nous en mesurons aujourd'hui le résultat sur de nombreux dossiers internationaux, au premier rang desquels celui du règlement de l'interminable crise syrienne. La ferveur des promesses inconsidérées laisse place à bien des désillusions diplomatiques. Pendant ce temps, l'Allemagne retrouve, lentement mais sûrement son rôle prépondérant sur la scène internationale (elle devient adulte stratégiquement) et sa diplomatie reprend des couleurs.

- ¹ Violette Bonnebas, *Merkel reçoit Poutine pour renouer un dialogue difficile*, Le Figaro, 18-19 août 2018, p. 7.
- ² Astrid de Villaines, *À Bormes-les-Mimosas, Macron s'offre un bain de foule très cadré*, Le Monde, 19-20 août 2018, p. 7.
- ³ Nicolas Barotte, *Face à Washington Pékin cherche des alliés à Berlin*, Le Figaro, Économie, 10 juillet 2018, p. 23.
- ⁴ Blaise Gauquelin, *La valse de Poutine avec une ministre autrichienne passe mal*, Le Monde, 21 août 2018, p. 3.
- ⁵ Cécile Boutelet, *Moscou et Berlin affichent leurs convergences sur le nucléaire iranien*, Le Monde, 21 août 2018, p. 3.
- ⁶ Hélène Sallon, *La résurgence de l'État islamique en Irak*, Le Monde, 19-20 août 2018, p. 2.
- ⁷ Richard Labévière, *Enfin, la Syrie autrement...*, www.prochetmoyen-orient.ch, 20 août 2018.
- ⁸ Benoît Floc'h/Cédric Pietralunga, *En difficulté, l'exécutif affiche son volontarisme*, Le Monde, 24 août 2018, p. 8.
- ⁹ Nicolas Barotte, *Berlin veut changer sa stratégie américaine*, Le Figaro, 23 août 2018, p. 7.
- ¹⁰ Cécile Boutelet/Louis Imbert, *L'Allemagne théorise sa prise de distance avec les États-Unis. Le chef de la diplomatie soutient un « partenariat équilibré »*, Le Monde, 24 août 2018, p. 4.

Extrait de <http://prochetmoyen-orient.ch/> avec l'aimable autorisation de [l'auteur](#).

[Retour au sommaire](#)

JUPITER EN RUSSIE OU LES ÂMES MORTES...

Par Guillaume Berlat

« *La diplomatie ignore la sentimentalité* » nous rappelle fort justement Stefan Zweig dès 1938. Or, les diplomates d'expérience le savent bien, une diplomatie réaliste tient compte de l'idéal chez les autres sans se laisser égarer par le sien, quand elle en a un.

Il ne suffit pas de rendre visite au président de la Fédération de Russie fraîchement réélu, Vladimir Poutine, les 24 et 25 mai 2018 (en marge du Forum de Saint-Pétersbourg) pour que tout aille pour le mieux dans la relation bilatérale franco-russe passablement chahutée au cours des dernières années, des derniers mois (Crimée, Ukraine, Syrie, sanctions, expulsions de diplomates...).

Le pouvoir de séduction de Jupiter, si grand soit-il, atteint rapidement ses limites surtout au pays des tsars. « *C'est toujours une force de disposer d'une grande confiance en sa propre capacité, jusqu'au moment où elle ne suffit plus. L'audace est un atout précieux mais elle ne doit jamais se départir de la lucidité* »¹. Et cela vaut particulièrement pour la relation franco-russe. Nous en avons une petite idée depuis les récits du marquis de Custine au milieu du XIXe siècle² jusqu'à l'analyse plus récente de l'un de nos anciens ambassadeurs à Moscou, Jean de Gliniasty³.

Avant de tirer quelques conclusions sur le déplacement en Russie d'Emmanuel Macron après qu'il ait reçu en son Palais le 23 mai 2018, le président rwandais, Paul Kagame et les géants du numérique (« *Tech for Good* » en bon français), il importe de replacer cette visite dans son contexte mondial et au regard de ce qu'est la diplomatie russe.

Nous pourrions ensuite examiner ce qu'étaient les promesses médiatiques préalables de cette épopée lyrique avant d'en apprécier tous les résultats concrets à la lumière de ce que l'on veut bien nous dire et ne pas nous dire.

LE MONDE CHANGE, LA DIPLOMATIE RUSSE RESTE

Face à un monde passablement secoué depuis le début du XXIe siècle, la diplomatie possède un avantage incomparable et incontestable par rapport à celles des principaux pays occidentaux, sa stabilité et sa solidité.

Page 41 sur 49

Dossier « LE RETOUR de la RUSSIE de POUTINE » réalisé par l'association

Esprits@ire

Avril 2019

Un monde en perpétuel changement

Hasard ou coïncidence, le président de la République, Emmanuel Macron est reçu le 24 mai 2018 par son homologue russe, fraîchement réélu, Vladimir Poutine quelques jours après que ce dernier se soit entretenu, successivement, avec Bachar Al-Assad et Angela Merkel à Sochi !⁴ Ce déplacement programmé de longue date, intervient en plein milieu d'une crise entre Washington et ses alliés européens portant sur l'avenir de l'accord 5+1 conclu le 14 juillet 2015 à Vienne. Elle met à mal la solidarité transatlantique et la cohésion européenne.

D'autres signaux forts sont inquiétants⁵ : bruits de bottes dans la région (échanges musclés entre Iran et Israël) et menaces de sanctions commerciales brandies contre les entreprises européennes tentées de commercer avec Téhéran auxquelles Bruxelles entend répliquer par un dispositif mis en place en son temps pour contourner l'embargo américain contre Cuba. Le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel Aviv à Jérusalem a ravivé les haines recuites entre Israéliens et Palestiniens.

L'on doit à une discrète médiation de l'Égypte une baisse rapide de la tension à Gaza. D'autres signaux faibles sont plus réconfortants tels les espoirs d'une réconciliation entre les deux Corées⁶ et d'un sommet productif entre Donald Trump et Kim Jong-un à la mi-juin 2018 à Singapour si rien ne vient mettre un grain de sable dans une mécanique parfaitement huilée par le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo⁷ qui a fait, à plusieurs reprises, le voyage au pays de Satan et de « *l'axe du mal* »⁸. Ce qui est désormais le cas depuis l'annonce du 24 mai 2018 faite par Donald Trump. Le ton baisse dans les discussions commerciales entre Pékin et Washington⁹.

En Syrie, le régime de Bachar Al-Assad regagne le terrain perdu au fil des mois grâce à l'aide *déterminante de l'Iran et surtout de la Russie devenue désormais incontournable sur le dossier syrien. Désormais, ce n'est plus l'Occident qui dicte son agenda à la planète* » comme le relève justement François Hollande qui n'a pourtant pas brillé sur le plan diplomatique¹⁰.

Humiliée après l'effondrement de l'URSS et l'avènement d'un monde unipolaire, la Russie joue désormais sa participation avec brio et cela qu'on le veuille ou non. La grammaire des relations internationales change de manière drastique ! On ne peut raisonnablement faire comme si de rien n'était à Paris.

Une diplomatie russe solide

Rappelons, s'il en était encore besoin, que la diplomatie russe possède de sérieux atouts que n'ont pas les démocraties occidentales soumises au dédagisme des opinions publiques : longévité de ses dirigeants (Vladimir Poutine et Sergueï Lavrov qui ont déjà vu défiler quatre président de la République, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron sans parler de la valse des ministres des Affaires étrangères), stratégie de long terme pérenne non contingente du buzz des médias (en Syrie, la stratégie russe n'a pas changé), hauteur et distance par rapport aux événements (pas de réactions instantanées et pavloviennes), succès militaires et diplomatiques engrangés en Syrie (le gouvernement est en train de reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire), respect du droit international si l'on prend comme point de référence les États-Unis (intervention en Syrie sur la base d'une demande des autorités) ...¹¹

Tout ceci pour dire qu'il faut compter avec la Russie si l'on veut contribuer au règlement des grandes crises qui secouent le monde, en premier lieu celle qui pèse sur la Syrie depuis sept ans déjà et sur laquelle la France a fait un tout faux remarquable d'Alain Juppé et de Laurent Fabius¹². Comme du reste sur l'approche des « *révolutions arabes* »¹³. Le déplacement d'Emmanuel Macron en Russie met en lumière tous les errements répétés de la diplomatie française au Proche et au Moyen-Orient au cours de la dernière décennie.

Cette visite intervient au moment où le prix du baril retrouve des sommets, 80 dollars et vient donner une bouffée d'oxygène à la Russie¹⁴. Au passage, on notera que Vladimir Poutine joue à la perfection de la désunion européenne en recevant/confessant les uns après les autres les chefs d'État et de gouvernement, Angela Merkel puis Emmanuel Macron dont les intérêts en Russie ne sont pas nécessairement convergents, pas plus qu'avec les États-Unis dans le domaine commercial¹⁵.

Le fameux diviser pour mieux régner. Or, les 27/28 n'ont toujours pas tranché la question stratégique de savoir si l'Union européenne et la Russie doivent poursuivre une guerre froide larvée ou construire un nouveau partenariat stratégique sur la sécurité et la stabilité du continent ?¹⁶

Or, de la réponse à cette question existentielle dépend en partie l'avenir du continent européen au moment où les États-Unis mettent à mal le système multilatéral mis en place après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Force est de constater que la réponse n'est pas du tout la même en fonction des

capitales européennes¹⁷. Le nuancier est aussi impressionnant qu'impressionniste.

Quelles sont les principales conclusions que nous pouvons tirer de cette virée russe au pays du tsar Poutine ?

LA DIPLOMATIE DU ET PAR LE VIDE

Dans ce genre de déplacements diplomatiques à haute valeur symbolique, il importe toujours de faire la part entre ce que l'on annonce avant et ce qui se produit concrètement pendant. Il peut parfois exister un fossé assez large entre espoirs et réalisations.

Une visite bien préparée sur le plan médiatique

À quelques jours de l'échéance fatidique, et comme ils ont coutume de le faire avant un important événement diplomatique (les fameux « *pré-papiers* »), les « *spin doctors* » du château procèdent à leur tir de barrage médiatique pour nous mettre en haleine. La méthode est toujours la même. Oyez, oyez, bonnes gens, il va se passer des choses importantes lors de cette rencontre internationale¹⁸. La visite est plus commentée avant qu'après. Et, surtout, Jupiter est attendu, entendu et va amener son interlocuteur *a quia* sur tous les sujets importants. C'est la même chanson que l'on nous avait fredonné avant la visite d'Emmanuel Macron à Washington sur la question de la mise en œuvre de l'accord sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015. On ne connaît que trop bien la suite. Donc, prudence et pas d'emballement. L'on ne connaît que trop les limites de la diplomatie tactile pratiquée avec talent par notre plus jeune président de la cinquième République.

Les milieux bien informés – c'est comme cela qu'on les désigne dans les médias – nous indiquent que le président de la République Emmanuel Macron sera reçu jeudi soir à Saint-Pétersbourg, à l'invitation du maître du Kremlin. Depuis leurs rencontres – à Versailles le 29 mai 2017, puis à Hambourg en marge du G20 en juillet 2017 –, le paysage géopolitique a bien changé. L'Elysée précise que « le dialogue a été maintenu » avec Moscou malgré l'affaire Skripal (manifestement remis de ses ennuis biologiques), du nom de l'ex-espion russe empoisonné à Salisbury, et bien que les cartes aient changé de mains en Syrie avec la reconquête du terrain par le régime de Bachar Al-Assad.

Les deux dirigeants participeront le lendemain au forum économique de Saint-Pétersbourg, auquel Emmanuel Macron est l'invité d'honneur avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe. Un an après leur première rencontre, au château de Versailles, MM. Macron et Poutine « *prendront le temps d'échanger en profondeur en tête-à-tête* » avec la volonté de « *dégager des points communs face aux crises internationales* », en particulier sur le conflit syrien ou le dossier du nucléaire iranien après la décision du président américain Donald Trump de sortir de l'accord de 2015, selon les communicants de l'Élysée. Quel charabia incompréhensible qui veut vraisemblablement signifier que nous sommes d'accord sur presque rien ? Mais, l'on nous rassure aussitôt. Malgré les nombreux sujets de divergence entre Paris et Moscou de ces derniers mois, « *le dialogue entre eux a été maintenu et les échanges téléphoniques ont été nombreux* », précise la présidence de la République. « *Dès la rencontre de Versailles, nous avons pris le pari d'un dialogue constructif mais franc. Quand il y a des désaccords, on le dit, mais cela n'empêche pas de travailler ensemble* ». Depuis l'annonce de M. Trump, MM. Poutine et Macron ont exprimé leur volonté de maintenir l'accord sur le nucléaire iranien, le premier réclamant son « *application stricte* » tandis que le second prône des discussions sur un nouvel « *accord élargi* » prenant en compte le contrôle de l'activité nucléaire après 2025, le programme balistique de l'Iran ainsi que la situation en Syrie et au Yémen.

Au cours de sa première visite en Russie, M. Macron, accompagné de son épouse Brigitte, veut aussi « *relancer la relation bilatérale dans tous les secteurs possibles : économique, universitaire, culturel, sportif...* ». Des rencontres avec des entrepreneurs ou des membres de la société civile sont prévues, tandis que la visite se terminera par un hommage au théâtre Mariinsky à Marius Petipa, un chorégraphe français qui vécut l'essentiel de sa vie en Russie, pour le bicentenaire de sa naissance en 1818 à Marseille. Toute la panoplie classique de la diplomatie est de sortie, de la politique à l'économie en passant par la culture !

Voici pour la contextualisation médiatique de la visite. Qu'en est-il en réalité de la substance même de cette importante échéance diplomatique bilatérale ?

Une visite aux résultats diplomatiques contrastés

Quel est le grand dessein dont serait porteur Emmanuel Macron en effectuant son premier déplacement en Russie ? On pourrait parler de « *salade russe* »¹⁹. Si séduisant et convaincant soit-il, Emmanuel Macron

arrive à Russie lesté de quelques sérieux handicaps : une ligne floue sur la nature de la relation bilatérale (veut-il lancer une alliance comme le général de Gaulle ou rester dans l'orbite de l'Oncle Sam ?), un préjugé défavorable (ses saillies sur *Russia Today* et celles, inacceptables sur le plan diplomatique de François Delattre, son ambassadeur auprès de l'ONU, sans parler des faux-pas de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, un alignement ostensible sur les positions américaines en particulier sur le dossier syrien (Cf. le bombardement « *symbolique* » de sites chimiques, participation aux activités du « *Small Group* »)... Toutes choses qui ne sont pas de nature à créer la confiance requise pour bâtir un authentique partenariat stratégique – allant au-delà des mots creux (« *Dialogue de Trianon* » entre les sociétés civiles) – qui puisse permettre à la France de rejouer une partition autonome dans le concert des nations.

Sur le plan géopolitique, question fondamentale, quelles sont les véritables priorités de la diplomatie française ? Question subsidiaire, quelle est la place exacte qu'occupe notre relation avec la Russie dans ces priorités ? Il ne suffit pas de dire que le chef de l'État s'entretient régulièrement au téléphone avec Vladimir Poutine pour considérer que tout va très bien madame la marquise. La confiance se construit sur le temps long, avec des gestes concrets, dans la plus grande discrétion²⁰. Il ne suffit pas de dire que l'on va travailler sur les « *points de convergence* » pour faire avancer les dossiers. Tout cela est du langage médiatique et non du langage diplomatique. Quelles assurances sommes-nous disposés à donner à Moscou que l'OTAN ne s'élargira pas à son « *étranger proche* » pour contribuer à rétablir la confiance perdue ?

Que signifie parler au nom de l'Union européenne au moment où les 27/28 sont disposés à transiger avec Washington sur les sanctions à l'encontre de l'Iran²¹ et où l'Italie semble prendre ses distances avec les règles européennes ?²² Sommes-nous disposés à proposer aux Russes de redéfinir en commun l'architecture européenne de sécurité du XXI^e siècle, l'actuelle (traités FCE, Ciel ouvert, mesures de confiance) ayant été imaginée durant la guerre froide ? Le projet russe avait dédaigneusement été rejeté par Bernard Kouchner. Que nous dit Jupiter à son arrivée à Saint-Pétersbourg ? La France et la Russie doivent travailler ensemble à la mise en place d'« *initiatives communes* » sur les sujets internationaux, que ce soit sur l'Ukraine, la Syrie ou concernant la question iranienne, nous dit-on. Sur quelles bases ?

Sur le plan bilatéral, « les relations économiques se développent, je crois que c'est une bonne chose, nous allons avoir beaucoup de contrats importants et de nature très diverse – une cinquantaine – et le dialogue des sociétés civiles que nous avons décidé ensemble il y a un an a pris forme », déclare Emmanuel Macron à la presse au début de l'entretien. Il est, pour le moins curieux, qu'Emmanuel Macron pousse les entreprises françaises à investir massivement en Russie alors que ce pays est sous sanctions économiques de l'Union européenne (en relation avec la question de la Crimée) et que nous avons annulé la livraison de porte-hélicoptères Mistral (revendus à l'Égypte) qui étaient, du reste, payés. Tout ceci manque de cohérence et ressemble à une diplomatie économique de l'improvisation. Cela ressemble à s'y méprendre à de la diplomatie de l'en même temps chère à Jupiter²³.

Sur le plan des droits humains, comment Emmanuel Macron entend-il plaider le cas de tous les prisonniers politiques bien connus dont l'attention de Moscou a été attirée par le parlement européen et par les médias ?²⁴ Nous nous trouvons au cœur de la fameuse « *diplomatie des valeurs* » que la France met souvent en balance de sa « *diplomatie économique* ». Dans quel sens la balance va-t-elle trancher cette fois-ci ? Côté cœur ou côté raison ? Nous pourrions nous en faire une idée un peu plus précise en prenant connaissance des contrats effectivement conclus par les entreprises françaises à l'issue de cette visite. On comprend mieux que Jupiter soit resté assez discret sur le sujet en dépit des nombreux cas qui lui avaient été soumis. Courage fuyons ! Saint-Pétersbourg vaut bien une messe au nom de la Realpolitik.

Sur le plan de la liberté des médias, Jupiter est-il prêt à lever l'interdiction faite à *Russia Today* d'être accrédité pour suivre les conférences de presse de l'Élysée sous prétexte qu'il serait un vecteur de diffusion de « *fake news* » ?²⁵

Sur le plan sportif, nous ne savons toujours pas si la France a tranché en faveur d'un boycott diplomatique de la Coupe du monde de football lancée le 14 juin 2018 en Russie²⁶. Tel ne serait pas le cas. À confirmer... Jupiter aurait promis de faire le déplacement.

En termes concrets, le résultat diplomatique est maigre quoi qu'écrivent sur le sujet le quotidien *Le Monde* ²⁷. On nous apprend que cette visite a permis de « *renouer le dialogue* » (c'est donc qu'il n'existait pas auparavant alors que ceci constitue l'essence même de la diplomatie), d'avoir un échange « *direct et franc* » (litote diplomatique pour dire que le champ des convergences est réduit), « *d'avancer ensemble malgré les incompréhensions* » (elles devaient

être nombreuses), de « *continuer à bâtir une confiance commune... pour préparer l'avenir* » (ce qui s'appelle la méthode du bon docteur Coué), de regretter l'annulation du sommet Trump/Kim (c'est le moins que l'on pouvait faire), de poursuivre les efforts de l'application de l'accord de Minsk sur l'Ukraine (c'est ce que l'on appelle enfoncer des portes ouvertes), d'envisager sous conditions l'élargissement à la dimension balistique et à l'activité diplomatique de Téhéran dans le région du cadre de l'accord de Vienne du 14 juillet 2015 (dans quelles conditions ?, d'écarter l'idée d'un boycott de la coupe du monde de football (geste utile)... Heureusement, quelques contrats ont été signés, démontrant ainsi le piège que constituent la pratique abusive des sanctions et la diplomatie économique chère à Laurent Fabius.

Attendons désormais de mesurer *in concreto* et *in situ* les authentiques avancées diplomatiques que ce déplacement de Jupiter aura permises sur le temps long de la diplomatie. Et cela tant dans la relation bilatérale abîmée depuis le quinquennat de François Hollande et de son ambassadeur à Moscou ²⁸ que dans la solution des grandes crises qui secouent aujourd'hui le monde !

« *Les hommes politiques, à la différence des diplomates, n'ont pas le temps d'apprendre les leçons de l'histoire* » (Harold Nicolson, 1954). Et c'est bien là que le bât blesse surtout pour le chef de l'État dont l'expérience diplomatique est brève sur le temps long de l'Histoire et dont les résultats peinent à se concrétiser sur la scène internationale en dépit d'un activisme et d'un volontarisme méritant louange²⁹. À ce jour, force est de constater, objectivement, que les résultats sont décevants tant aux États-Unis qu'en Russie. Emmanuel Macron parviendra-t-il à jeter, avec Vladimir Poutine, les bases d'un multilatéralisme renouvelé après la défection américaine et, ainsi, prendre toute sa place dans le nouveau concert des nations ?³⁰ Ou bien, en restera-t-il à quelques échanges d'aimabilités diplomatiques sans lendemain ? Il est vrai que sa position est peu confortable en arrivant en Russie³¹. Quid de la prise de distance effective indispensable avec les positions délirantes de son ami Donald Trump sur l'Iran ?³² Quid d'une réorientation totale de notre diplomatie en Syrie depuis le début des « *révolutions arabes* » ? Quid de notre volonté de faire jouer à l'Union européenne toute sa partition sur la scène internationale ? Que voulons-nous faire de l'OTAN après tous les camouflets américains ? Toutes ces questions

restent sans réponse parce qu'elles n'ont vraisemblablement pas été posées lors des entretiens entre les deux présidents.

Bas du formulaire

Ce sont elles qui conditionnent l'avenir de la relation franco-russe, de la construction européenne, du multilatéralisme en ce début de XXI^e siècle. Face à la réalité, il importe « *que l'on cesse les promesses mensongères* » !³³ Ainsi peut-on, temporairement du moins, conclure la visite de Jupiter chez le tsar Vladimir Poutine.

Article publié avec l'aimable autorisation du site <http://prochetmoyen-orient.ch/>

[*Retour au sommaire*](#)